

N° 67

Juillet '89

# L'incisif

*Bimestriel d'informations professionnelles des Chambres Syndicales Dentaires de Wallonie a.s.b.l.*

- Réflexions à propos de l'article 52
- Nomenclature
- Démographie dentaire

# Les Chambres Syndicales Dentaires de Wallonie

*sont à votre service.*

Vous pouvez les contacter à tout moment, soit par l'intermédiaire de l'un de nos secrétariats administratifs (dont les coordonnées sont reprises ci-contre), soit par l'intermédiaire d'un administrateur de votre région (dont nous re prenons la liste ci-dessous).

Quelqu'ennui que vous ayez, professionnel, administratif, juridique, social ou fiscal, contactez-nous. Nous nous efforcerons de vous donner, dans la mesure de nos moyens, les renseignements dans les plus brefs délais.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION 1989

GENIN Patrick — Président  
rue de la Science 30 — 6000 Charleroi  
SADRON Francis — Vice-Président  
rue Roi Albert 341 — 4480 Oupeye  
DEJARDIN Philippe — Secrétaire Général  
Rampe Borgnagache 8 — 7000 Mons  
DEFAYS Jean — Trésorier  
avenue Rogier 14 — 4000 Liège

## ADMINISTRATEURS

ALEXIS André  
Bld Dewandre 14 — 6000 Charleroi  
BLASE Luc  
rue du Palais 7 — 6000 Charleroi  
BOEUR Arsène  
rue de la Cité 31 — 6600 Libramont  
CHARLIER Guy  
chée de Bruxelles 442 — 1410 Waterloo  
DELREE Jean-Pierre  
rue Fabry 23 — 4000 Liège  
DUBOIS Jean-Hubert  
rue Dr. Dubois 23 — 7830 Silly  
DUGAUQUIER Jacques  
rue de la Corderie 1 — 7070 Houdeng-Gœgnies  
DURIAU Jean-Claude  
rue St Fiacre 70 — 7141 Epinois  
LAMBOTTE Norbert  
av. des Longues Haides 11 — 4802 Heusy  
LELEU Jean-Marie  
av. Napoléon 58 — 1420 Braine-l'Alleud  
MARECHAL Pierre  
rue du Parc 33 — 4000 Liège  
MAUER Daniel  
rue Bodson 26 — 4600 Chênée  
MICHEL Pierre  
chée de Charleroi 60 — 6060 Gilly  
NICLAES Jean-Marie  
allée des Roitelets 5 — 5101 Erpent  
OLIVIER Jules  
Bld Kleyer 112 — 4000 Liège  
POSTAL Michel  
av. Herbofin 22 — 6600 Libramont  
TIELEMANS Marc  
Grand'Place 12 — 6428 Ham-sur-Heure  
VAN DER VLEUGEL Joseph  
av. Monbijou 3 — 4890 Malmedy  
VANHENTENRYCK René  
rue J. Dohogne 51 — 4803 Polleur  
VAN HOUTTE Jean  
rue Mathysart 12 — 4920 Embourg

## Vous êtes représentés et défendus

### Comité de Direction;

P. GENIN, J.M. LELEU, F. SADRON  
J. OLIVIER, Dr J. DEFAYS, Ph DEJARDIN,  
J.C. DURIAU, P. MARECHAL

### Commission Nationale Dento-Mutualiste (INAMI):

membres effectifs: J.C. DURIAU et P. GENIN  
membres suppléants: J. OLIVIER,  
M. TIELEMANS, J.P. DELREE

### Conseil Technique Dentaires (INAMI):

membres effectifs: J.M. LELEU, P. MICHEL,  
R. VANHENTENRIJK  
membres suppléants: G. CHARLIER,  
J-M. NICLAES, N. LAMBOTTE

### Commission C.E.E.

*Commission belge d'étude pour les problèmes de  
l'Art Dentaire dans le cadre du Marché  
Commun.*

membre effectif: J.C. DURIAU  
membre suppléant: P. GENIN

### Comité national belge pour la F.D.I.:

membre effectif: J.C. DURIAU  
membre suppléant: P. GENIN

### U.N.P.L.I.B. et Classes moyennes:

Ph. DEJARDIN

### Commission interne orthodontie:

Président: Dr J. VAN DER VLEUGEL  
Membres: A. BOEUR, J-M. LELEU,  
J-M. NICLAES

### Relations avec les étudiants:

M. TIELEMANS

### Relations avec les compagnies d'assurances:

P. POSTAL

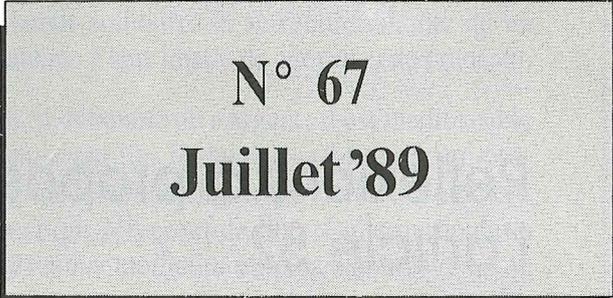
### Personnel administratif:

- Charleroi:  
Secrétaire de direction: Mme P. BORN  
Secrétaire: Mme S. MEURIS
- Liège:  
Secrétaire: Mme M. VANOVERSCHELDE.

# L'incisif

Bimestriel d'informations professionnelles des Chambres Syndicales Dentaires de Wallonie a.s.b.l.

- Siège social :  
Boulevard Tirou 25 — Bte 9 — 6000 CHARLEROI
  - Secrétariats :  
Boulevard Tirou 25 — Bte 9 — 6000 CHARLEROI  
Téléphone en permanence au 071/31 05 42  
*Un répondeur enregistrera vos messages 24 h sur 24  
et vous serez recontacté dans les 48 heures.*  
Téléfax : 071/32 04 13 (ligne directe)
- 
- Rue de Rotterdam 44 — 4000 LIÈGE  
Téléphone : 041/ 52 87 39  
*les lundis, mardi, jeudi et vendredi de 9h30 à 11h30.*



## COTISATIONS 1989

|   |         |
|---|---------|
| Cotisation ordinaire .....                        | 6.500 F |
| Cotisation ménage de praticiens .....             | 8.000 F |
| Diplômé 1989 .....                                | 1.500 F |
| Diplômé 1988 ou service militaire .....           | 2.500 F |
| Diplômé 1987 .....                                | 4.500 F |
| Confrère avec 4 enfants ou plus<br>à charge ..... | 4.500 F |
| Confrère de plus de 60 ans .....                  | 4.500 F |

A verser au compte  
n°680-0041036-81 de  
«CHAMBRES SYNDICALES  
DENTAIRE DE WALLONIE» a.s.b.l.

## CHANGEMENTS D'ADRESSE :

Si vous déménagez, n'oubliez pas de communiquer votre nouvelle adresse à notre secrétariat.

Si le présent « Incisif » vous parvient après un détour à votre ancienne adresse, c'est que l'actuelle ne nous a pas été communiquée.

*Nous rappelons que tout membre souhaitant exprimer ses idées personnelles, relatives aux problèmes afférents à notre profession, peut adresser ses articles, en vue d'une publication dans «L'incisif», au Président P. Genin, secrétariat de Charleroi. Aucune suite ne sera donnée aux envois anonymes.*

Toute reproduction même partielle des textes publiés dans «L'incisif» ne peut se faire sans autorisation préalable.

Editeur responsable : Patrick GENIN  
rue de la Science 30 — 6000 Charleroi

Bernard Bagnée Imprimeur  
Téléphone : 085/82 70 41  
Télécopieur : 085/82 78 93

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| • Editorial : « Réflexions à propos de l'article 52 » .....                           | 1  |
| • Assemblée Générale extraordinaire et Réunion d'information à Wépion le 5 juin ..... | 4  |
| • Compte rendu de la Conférence du Ministre Busquin le 8/06/89 à Arlon .....          | 7  |
| • Correspondance :  |    |
| - Lettre du Professeur J. F. Simon de l'U.C.L. ....                                   | 10 |
| - Lettre de C.S.D.W. au Ministre Busquin le 16/6/89 .....                             | 12 |
| • Nomenclature :  |    |
| - règles interprétatives .....  | 14 |
| - Orthodontie .....   | 17 |
| • C.E.E. : Comité de liaison à Porto le 8 mai 89 .....                                | 18 |
| • Voyage en Absurdie...! .....  | 19 |
| • Démographie dentaire et études statistiques .....                                   | 20 |
| • Lu dans la « La Voix de l'Union » :   |    |
| - Les conjoints-aidants peuvent être indemnisés en cas d'incapacité de travail! ...   | 27 |
| - En 6 ans, les revenus des indépendants n'ont pas augmenté, au contraire! .....      | 28 |
| - Faudra-t-il bientôt être riche pour être bien portant? .....                        | 31 |
| • Petites annonces .....  | 33 |

## Réflexions à propos de l'article 52.

Une loi de 1963 faisant référence à une loi économique de 1961 impose un quota de 60% de dentistes conventionnés par arrondissement administratif. Ce quota avait pour but de garantir une sécurité tarifaire à la population.

Actuellement, en 1989, cette loi est inadaptée et désuète car les paramètres de la profession dentaire ont totalement changés.

1. La notion de sécurité tarifaire est plus rencontrée aujourd'hui qu'en 1964 puisque le nombre de dentistes est passé de  $\pm 3.000$  à  $\pm 7.000$ . Or,  $60\%$  de  $3.000 = 1.800$  et  $50\%$  de  $7.000 = 3.500$ , pour une population qui est restée constante en Belgique:  $\pm 10$  millions d'habitants.

2. L'accord qui est actuellement en vigueur prévoit en 1990 et 1991 une revalorisation des codes des obturations et des dévitalisations. C'est bien la preuve que les codes sont sous-évalués et si leur revalorisation n'a pas démarré en 1989, c'est uniquement par manque d'argent au budget de l'INAMI.

3. Au cours des dernières années et notamment sous le Ministre Dehaene, l'article 52 aurait pu être appliqué. Il ne le fut pas et on n'a pas assisté à des dérapages significatifs. Pourquoi, dès lors, faire preuve d'intransigeance et jeter, aux yeux de la population, l'anathème sur toute une profession pour quelques dizaines de dentistes, d'autant qu'au mois de juillet déjà les nouveaux promus vont venir grossir les rangs des conventionnés.

Mais outre ces raisons, frappées au coin du bon sens, et qui démontrent que l'article 52 a été appliqué plus dans sa lettre que dans son esprit, il est des aspects beaucoup plus fondamentaux qui doivent retenir notre attention et faire réfléchir **tous** les dentistes, conventionnés ou non: car c'est toute la profession qui est touchée.

En effet:

1. Cette loi crée 4 catégories de dentistes:
  - des conventionnés dans des arrondissements conventionnés;
  - des non-conventionnés dans des arrondissements conventionnés;
  - des conventionnés dans des arrondissements «cinquantedeuzeés»;
  - des non-conventionnés dans des arrondissements «cinquantedeuzeés».

Cette situation déforce la profession et les associations de défense professionnelle.

2. Qu'en sera-t-il en 1992 lorsque l'accord comprendra la prothèse qui, on en est déjà sûr, ne sera pas suffisamment dotée et qu'un plus grand nombre encore d'arrondissements risquent de tomber sous le coup de l'article 52?

3. L'application de cet article 52 est une attaque directe contre notre profession qui n'a plus de libérale que le nom puisque nous ne pouvons plus la pratiquer librement. On nous contraint à ne plus utiliser les meilleurs moyens techniques ou autres pour réaliser les meilleurs soins possibles sous peine de faillite ou à tout le moins de difficultés financières.

4. «Last but not least», des patients qui acceptaient de payer des honoraires plus élevés que ceux de l'INAMI pour recevoir des soins de meilleur qualité ou plus sophistiqués se voient privés de cette liberté.

**Tous** les dentistes, conventionnés ou non doivent se sentir solidaires et se rendre compte qu'un jour ou l'autre ils seront confrontés à une situation qui porte atteinte à leur liberté de citoyen et de praticien.

Car s'il est logique que l'Etat impose des règles, puisqu'il débourse de l'argent, il est inadmissible qu'il essaie de dissimuler le trop peu de moyens dont il dispose par des règlements arbitraires qui provoqueront la paupérisation des praticiens honnêtes, le pillage de la nomenclature par certains praticiens moins scrupuleux ou qui auront un réflexe d'auto-défense et qui priveront de liberté une partie de la population qui accepte de payer plus cher pour recevoir des soins meilleurs ou plus élaborés dans un meilleur environnement.

F.Sadron  
Vice-Président.

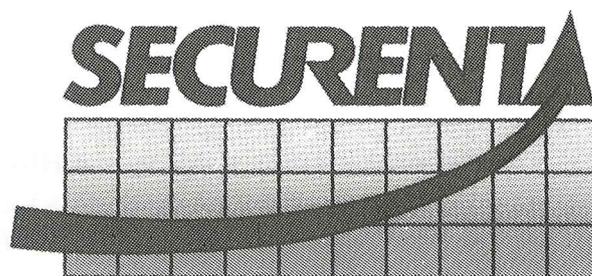
## LES QUATRE ATOUTS DE SECURENTA

**SECURITE**

**LIQUIDITE**

**STABILITE**

**FACILITE**



SICAV

SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE LUXEMBOURG

# GESBANQUE

### LIEGE

Rue Lebeau, 5 • (041) 23 79 55  
Rue de la Boucherie, 21 • (041) 23 59 48  
Rue Pont d'Avroy, 20 • (041) 22 38 35

### VERVIERS

Avenue de Spa, 94 • (087) 22 11 58  
Crapaurue, 175 • (087) 31 23 46

### BRUXELLES

Bd Bischoffsheim, 26 • (02) 218 25 07

### ANDERLECHT

Rue Heyvaert, 219 • (02) 521 35 72

# PROJET DE PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU LUNDI 5 JUIN 1989, tenue à Wépion, au Novotel, route de Dinant 1149.

**Ordre du jour: Modification aux statuts.  
Proposition de modification.**

**Anciens statuts:** «Art. 1: L'association aura la dénomination  
«Chambres Syndicales Dentaires de Wallonie».»

**Nouveaux statuts:** «Art. 1: L'association aura la dénomination  
«Chambre Syndicale Dentaire»

**Etaient présents:** P. GENIN, M. POSTAL, J.C. DABEE, P. AUBRY, A. BOEUR, D. GUSTIN, P. DELMELLE, E. SPANOGHE, B. THEYS, P. GILLES, W. ANDRIES, C. PRONCE, F. BOSMAN, E. BEAUJOT, J.J. COPPENS, M.C. SIMON, O. BORSU, P. BOGAERTS, J.C. DURIAU, P. DEJARDIN, J.P. WISER, G. FINNE, F. SCHROEDER, J. OLIVIER, M. DEVRIESE, B. HAUWAERT, J. DEFAYS, J.F. PISANU, P. MARECHAL, J. JADIN, F. SADRON, B. DELCOURT, J.M. NICLAES, A. PIPART, F. FOUCHARD.

**Etaient excusés:** A. LECRENIER, P. MARDAGA, B. MUNNIX, G. CAMBIER, R. VIATOUR, E. VAN DER MAREN, A. KOCKLENBERG, P. PAHEAU, M. BORRAS, M. DEBATTY, J. SIMON, G. HERTE, B. CAUCHIE, F. DEWAELE, P. BUFKENS, M. RIDELAIRE, P. ENGELS, J. MOREAU, O. RENTMEISTER, G. GODECHAL, M. BERNARD, P. KOZULIS, C. DUBOIS, T. DEVIAENE, M. GHISLAIN, J. FOULON, W. DEGRAVE, P. DECLERCQ, P. KESSE, J. VAN BEVEREN, A. CHANTEMILANT, E. FRETEUR, D. VARLET, J.J. DAWANCE, Y. DIEPART, W. BORAUKE, P. HUSSIN, M. DE VOOGHT, J.C. EVRARD, I. TOPALOV, M. ZANGERLE, A. JAVAUX, R. NUIJTS, J. CHARPENTIER, J. SAMAIN, F. KINET, I. RASIR, A. FRANKART, F. BOUFFIOUX, M. DUTILLEUX, M.F. COLLART, A. BROMAN, M. PONS, J. ABELOOS, L. PACQUE, H. FRISQUE, H. DE FROIDMONT, C. STEENEBRUGGEN, M. TRANOIT, J.P. PIERSOTTE, T. QUINET, R. RADICCHI, C. LEFEVRE, J. BRUNET, P. DIEUDONNE, G. PALGEN, M.A. TIRTIAUX, B. ADAM, Y. NEUTELINGS, J. ROBAT, P. DELVAUX, B. FRETEUR, M. LEPIECE, A. HOYAS, R. LAROC, P. GOES, B. DEUSE, M. VANDERSTRAETEN, R. MENNICKEN, F. FREHISSE, N. LAMBOTTE, A. GHIETTE, WARBECQ, A. LEMAIRE, P. GOHMANN, R. SCHWALL, M. CREPEIGNE, R. VANDENBOSCH, P. VANDERWAL, S. LARBANOIS, G. GILSON, G. RONSMANS, P. BUTENEERS, C. LANGE, B. FRETEUR, V. LEBEC, E. DISEUR, M.C. COHRS, M. BACQ, J. JOSSE, M. DEMEULEMEESTER, X. LHUSSIER, M. CATRY, A.M. LEMMENS, P. JAMAR, R. HENNES, J.P. MASSON, D. TRAGNEE, C. ARCQ, F. LEJUSTE, A. PIROTE, J. SCHOUBBEN, J. BLERET, J.P. COLPIN, J. BORMANS, R. SOILLE, J. DROPSY, M.F. JEANMART, R. SAUCEZ, M. LATOUR, J. WANDERPEPEN, C. MORATTI, H. SABATEL, J. BOHUSZ, E. DANTHINNE, P. MAREZ, B. GLORIEUX.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est ouverte par le Président à 20H10.

Comme l'ordre du jour porte sur une modification aux statuts, il faut que l'Assemblée Générale réunisse 2/3 des membres effectifs de l'association pour pouvoir délibérer valablement (art. 8 de la loi de 1921 sur les ASBL).

Le Président constate que les membres ne sont pas en nombre suffisant pour délibérer valablement et clôture l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Une seconde Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée ultérieurement, qui statuera valablement quel que soit le nombre de membres présents (art. 8 de la loi de 1921). La décision prise par cette seconde\*Assemblée Générale Extraordinaire devra être homologuée par le Tribunal Civil.

Le Secrétaire Général,  
PH. DEJARDIN.

Le Président,  
P. GENIN.

# Réunion d'information des C.S.D.W.

*Notes concernant la réunion d'information des C.S.D.W. à WEPION, le 05/06/89.*

## 1) Etat de la situation suite à l'application de l'article 52.

Le Président P. GENIN souhaite la bienvenue à tous, membres ou non-membres, venant de Wallonie ou de Bruxelles.

Un bref retour en arrière nous rafraîchit la mémoire pour en arriver à l'accord actuel étalé de 1989 à 1992. Notre abstention à la signature de cet accord fut réfléchi et motivée par différentes raisons que P. GENIN réexplique; en plus, la consultation de la base a montré son peu d'enthousiasme vis-à-vis de cet accord.

L'accord fut conclu par la VVT, la Chambre Syndicale Dentaire de l'Agglomération Bruxelloise et les mutuelles, et vu que le quorum des 60 % n'a pas été atteint dans 10 arrondissements, l'article 52 est d'application depuis le 16 mai, dans ces arrondissements.

Notre profession étant agressée, nous avons, après mûre réflexion, lancé le mot d'ordre: «Continuez vos honoraires habituels». Pour nous défendre, nous devons prendre certains risques, et ceux-ci sont pris de façon consciente et calculée. En effet, les avocats de la Chambre défendront en justice les membres qui seraient poursuivis. De plus, ne pas combattre le 52 maintenant, cette année, revient à l'accepter sans conditions et à jamais.

## 2) Proposition de création d'un «Fonds de solidarité 52».

Un fonds de solidarité alimenté par des «donateurs» servirait à dédommager les praticiens qui auraient des sanctions financières à la suite du non-respect de l'article 52: amendes, suspension de remboursements...

Le Président explique l'organisation et le fonctionnement de cette solidarité mise en pratique.

## 3) Questions – réponses.

Le Président P. GENIN passe la parole à la salle. La réponse résumée du Président suit chaque question.

### — Pourquoi ne pas avoir recours au Conseil d'Etat?

Pour être valable, un recours au Conseil d'Etat doit se baser sur des faits très précis; nos avocats étudient la possibilité d'un recours au Conseil d'Etat.

### — Un recours à la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg n'a-t-il aucune chance d'aboutir?

Pour agir dans cette direction, il faut beaucoup de patience au point de pouvoir compter en années... De plus, ce sont plutôt les droits des patients qui sont lésés par le risque de diminution de la qualité des soins et le manque de choix des dentistes. En outre, il faut que tous les recours belges soient épuisés avant de passer à la Cour Européenne.

Tous les dentistes n'ont pas les mêmes frais. Certains ne parviendraient pas à couvrir ces frais en respectant la loi. Il y a donc une discrimination vis-à-vis des Belges qui sont tous égaux devant la loi! Cette loi est économique et applicable à tous les Belges, dans n'importe quelle profession. Il faut prouver que la loi est discriminatoire ou anticonstitutionnelle. Elle a été votée en 1961!

### — La qualité aurait-elle deux prix? Un au Nord du Pays et un au Sud!

Il y a des interprétations différentes selon que vous pratiquez au Nord ou au Sud et aussi des contrôles différents! Cela conduit un confrère à remarquer qu'il faudrait, à l'avenir, signer n'importe quel accord et faire ce qu'on veut après.

### — Pourquoi ne pas faire savoir aux patients par une affiche ou tout autre moyen que nous assurons la qualité de notre travail, non au prix du gouvernement mais bien à notre prix?

L'idée n'est pas à rejeter.— **Qui peut se plaindre de non-respect de l'article 52?**

Les mutuelles pourraient avoir la prétention de porter plainte à la place des patients.— **Attester une prestation hors nomenclature devrait permettre de retrouver la liberté d'honoraires.**

En principe oui; seulement en cas de conflit ou de poursuite, c'est le juge qui estimera si un polissage, une vis ou autre chose fait partie ou non d'une prestation nomenclaturée!

— **Peut-on faire quelque chose avant le 18 juin, jour des élections européennes?**

Le Ministre BUSQUIN est certes sensible à l'opinion publique mais dans les circonstances actuelles, faire une conférence de presse est inopportun.

— **Une dénonciation de l'accord peut être tentée, sur quelle base?**

Attention à la programmation de l'accord prévoyant d'inclure la prothèse en 1992 mais à quel prix? Les conditions de dénonciation de l'Accord sont prévues et très strictes.

Le comptage de l'AMI est un système aberrant, tenant compte d'une adresse administrative ne correspondant pas nécessairement avec celle du cabinet.

Cela peut faire basculer le quorum dans certains arrondissements. Cela n'empêche qu'il faut combattre l'article 52 pour le principe et le fonds du problème.

— **Les RX sont-elles soumises à l'article 52?**

Non. La radiographie est en dehors de l'accord dento-mutualiste auquel le Moniteur fait référence pour appliquer l'article 52 (Le Conseil Technique Médical souhaite d'ailleurs transférer ces prestations au secteur dentaire).

— **Quelles mesures pénales peuvent être prises pour le non-respect de l'article 52?**

- 1) Une plainte devant le Tribunal de police pour aboutir à une amende de 500 francs à multiplier par 60.
- 2) A l'AMI, le contrôle médical peut provoquer une enquête suivie de poursuites en chambre restreinte avec sanction, par exemple, suspension de remboursements pendant un certain temps. Si le praticien conteste, il peut aller en chambre d'appel.

— **Que direz-vous au Ministre BUSQUIN quand vous le rencontrerez?**

La sécurité tarifaire est assurée même mieux qu'avant en comparant les chiffres d'engagés à l'accord en 1976 et en 1989. En conséquence, il faut lui demander que les sanctions prévues ne soient pas appliquées dans l'immédiat et que, pour l'avenir, la loi sur les pourcentages de quorum nécessaire soit révisée.

**Ensuite, le Président explique que**

- le Ministre BUSQUIN travaille par sondage et par le contact avec la population dont les dentistes font partie.
- la défense de la profession commence dans chaque cabinet.
- chaque dentiste peut exposer notre problème 52 à ses patients « influents » ou politique, et devrait même s'adresser personnellement au Ministre BUSQUIN en lui écrivant.

Après la lecture de la lettre du Professeur J.F. SIMON du 25/05/89 adressée au Ministre BUSQUIN, le Président demande à titre indicatif un vote à main levée pour la création d'un fonds de solidarité dont il fut question au point 2. Résultat: une grande majorité de la salle lève la main.

Ayant encore répondu à quelques questions, le Président lève la séance en remerciant les confrères et consœurs d'être venus si nombreux.

J. VAN HOUTTE.

# COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE DONNÉE PAR MONSIEUR PH. BUSQUIN, MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, À ARLON, LE JEUDI 8 JUIN 1989.

Le Ministre, devant un auditoire d'environ 60 personnes (composé en majorité, semblait-il, de professionnels de la santé — médecins, infirmières, dentistes, kinés, etc) a d'abord tracé les grandes lignes de la Sécurité Sociale:

- Chaque année, 1.000 milliards de recettes sont redistribués:  
300 (pensions), 300 (maladies-invalidité), 100 (allocations familiales), 100 (accidents du travail), 200 (chômage).
- Système spécifiquement européen:
  - joue un rôle tampon en cas de crise économique
  - possède un système de gestion paritaire — partenaires sociaux.  
Le ministre n'entre pas dans cette gestion, sinon par le contrôle général de l'orientation et des finances;
  - Impact économique: la sécu est en elle-même un gros employeur — + de 100.000 personnes employées (la sécu + le propre système économique — plus ou moins 2.000 milliards).

## I. SITUATION INTERNE:

Le système est basé sur le travail (cotisations — recettes).

- 1) Le **chômage** diminue les recettes et augmente les dépenses — déséquilibre. Les crises économiques mettent la sécu en péril.
- 2) Le **vieillessement** de la population:
  - les non-actifs: ne cotisent plus — consomment plus de sécurité sociale.
  - il y a augmentation de 55 % des personnes pensionnées. 1 pensionné sur 3 a encore un ascendant en vie.
  - l'espérance de vie augmente: 1 personne sur 2 peut vivre jusqu'à 85 ans.
- 3) Le pourcentage de **mortalité des jeunes** (16-25 ans) augmente à cause des accidents et fausse la statistique d'espérance de vie qui est de plus ou moins 73 ans pour les hommes et 75 ans pour les femmes.

## II. CONSEQUENCES:

- 1) **Pensions**: pas de problème dans les 30 ans à venir car les jeunes travaillent et cotisent, mais le coût des pensions augmente. Les pensionnés sont plus jeunes, plus souvent malades et le risque de consultation pour maladie augmente logiquement avec l'âge.
- 2) **Santé**: recouvre de multiples problèmes:
  - a — le vieillissement et les progrès de la médecine (ex: pontages, transplantations).
  - b — Augmentation de la qualité de vie — coût collectif élevé. ex: au delà de 60 ans — consomme 4 x plus de soins médicaux au delà de 80 ans — consomme 6 x plus de soins médicaux.
  - c — La croissance des coûts:

*400 millions de documents/an à traiter par les O.A. (Wijnen-coût-40 milliards/an).*

## III. LES GRANDES OPTIONS:

- 1) Tendre aux meilleurs soins pour tous - «Je suis socialiste».
- 2) Liberté du choix du médecin: impératif, je le reconnais.
- 3) Liberté du choix thérapeutique: impératif.

### Comment faire ?

- a — Il faut replacer le patient au centre de la santé. Il faut faire la chasse aux **mécanismes commerciaux** (les labos d'analyses biologiques). La santé ne doit pas être le centre d'un marché économique.
- b — s'attaque aux **abus**: surconsommation, les médicaments, les accords médico-mutualistes.
- c — Les assurances ne peuvent assurer toute la sécurité sociale.

La **solidarité** seule peut sauver le système de base :

a) les actifs, les bien-portants, les sans-enfants.

b) elle doit être responsable: responsabiliser les acteurs :

- Les **médecins** et les paramédicaux doivent éviter les actes inutiles (analyses biologiques), revaloriser l'acte intellectuel sur l'acte technique, diminuer le nombre des services hospitaliers actuellement surabondants, il y a 33.000 médecins, ce qui entraîne un pillage de la nomenclature.

- Les **patients**: doivent devenir plus responsables: prévention, franchise, remboursement progressif.

- Les **mutuelles**: qui ont fait de temps en temps des retenues en vue d'obtenir des intérêts. En un an, gain de 1 milliard sur le budget par une accélération de traitement des documents.

Il y aura une loi sur les mutuelles, sur l'ordre des médecins, sur les mécanismes pour essayer de combattre toutes les anomalies du système de solidarité.

### Questions-réponses:

— **Un patient**: a peur de voir les médecins soigner moins bien car les croit responsables.

*Réponse: il faut que les dépenses soient bien maîtrisées, 36 milliards d'économie en 87, 21 milliards de déficit en 86. Il y a encore 51 milliards de déficit de l'assurance maladie en 89. Il faut trouver l'équilibre.*

— **Un médecin**: l'ordre a 50 ans. Qu'est-ce que vous pensez y changer ?

*Réponse: L'assurance obligatoire en 63, loi sur les mutuelles en 63: plus ou moins 30 ans.*

*Nombre de médecins: 12.000 en 63, 33.000 en 83.*

*La structure de cet ordre doit rester dans la philosophie — déontologie — doit rester (conseils). Mais pour la dichotomie: cela doit échapper à l'ordre. Les profils sont nécessaires pour casser les pilleurs de nomenclature. La gérontologie: il y a quelque chose à changer.*

— **Une infirmière** parle des salaires: comment allez-vous nous donner le même salaire que celui des infirmières luxembourgeoises ?

*Réponse: ce n'est pas possible. En Belgique, les infirmières sont mal payées, d'accord, mais elles n'ont jamais protesté dans la rue!! Incroyable! sauf pour un socialiste!!!*

*Il est d'accord: quantitatif: augmentation de 8 à 9 % en 1 an chez les hospitalières; qualitatif: le rôle de l'infirmière doit être valorisé: les actes techniques: nomenclature, elles sont au conseil national, elles interviendront au niveau des hôpitaux.*

— **Un étranger infirmier**: les hôpitaux qui ont fait une mauvaise gestion sont favorisés par rapport à ceux qui ont bien géré à cause des enveloppes.

*Réponse: le mécanisme de financement doit être revu, ce sera fait. Les prix de la journée doivent être revus: c'est d'accord.*

— **Un médecin**: pour votre projet de loi: enveloppe basée sur le forfait — échéance 90. Comment allez-vous évaluer le montant de départ? En fonction des besoins de santé sociale, en fonction du revenu national brut.

*Réponse: l'enveloppe généralisée n'est pas fermée. En 90, il y aura 7 milliards dans l'enveloppe dentaire. Le corps médical — les retards de facturation???*

*Les prestataires peuvent faire une analyse économique eux-mêmes.*

— **Dr. PIERRET**: les Tables Rondes sont très positives, démocratiques et indiquent une grande volonté d'améliorer la médecine. But: il faut faire au mieux avec ce que l'on a: prévention, éducation à la santé. Etes-vous décidé à adopter ce changement de cap: vers l'hospitalisation à domicile ?

— **Une infirmière**: où allez-vous trouver les infirmières graduées: elles vont commencer leurs études et ne seront actives que dans 3 ans ?

— **Travailleur social de CPAS**: crainte sur la solidarité dans l'avenir. Il pense qu'il y a quelque chose d'irréversible. Pour lui, le système de solidarité vire vers l'assistance: c'est la perversité du système social. Les déséquilibres ne pourront jamais être corrigés.

— **Infirmière à domicile**: que pensez-vous faire pour que les grands malades puissent être assistés à domicile ?

— **Dentiste Georges MATHURIN**: la situation dentaire est pléthorique.

Le comptage: ne tient pas compte des cabinets réels qui fonctionnent dans chaque arrondissement. Les mutuelles ne sont pas reprises.

L'esprit et la lettre de la loi: accès du plus grand nombre aux meilleurs soins sont atteints et largement.

Alors quid du 52?

*Réponse: l'accord refusé par DEHAENE est accepté: donc positif: + 2 milliards 500 en 4 ans.*

*Cet accord est signé par les Flamands, les Bruxellois! Le Ministre se demande pourquoi, mais il est d'accord de chercher les raisons des uns et des autres.*

**MATHURIN, POSTAL, BOEUR et VANCLAIRE**: nous accrochons le Ministre à sa sortie et lui développons notre point de vue. Il serait heureux, dit-il de recevoir nos délégués jeudi prochain.

*(NDLR: le 15 juin).*

A. BOEUR,  
Administrateur.

VIVEZ...

SECURITE J,  
SECURITE J PLUS,  
DEUX FORMULES DE  
SECURITE POUR LES JEUNES

OSEZ  
ENTREPRENDRE...

SECURITE I,  
SECURITE I PLUS,  
DEUX FORMULES  
DE SECURITE POUR  
JEUNES INDEPENDANTS.

VOTRE ASSUREUR  
POUR LA VIE

# Correspondance.

Le Professeur J. F. SIMON nous a adressé la lettre reproduite ci-dessous, en nous priant de vouloir bien la transmettre à Monsieur BUSQUIN.

Signalons par ailleurs, que le Président de la Société Francophone Belge de Médecine Dentaire, notre Confrère W. ANDRIES a également écrit au Ministre BUSQUIN pour lui exprimer ses préoccupations, quant aux conséquences pour la qualité des soins, de l'application de l'article 52.



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN  
ECOLE DE MEDECINE DENTAIRE ET STOMATOLOGIE  
CONSEIL DE L'ECOLE



1200 Bruxelles, le 25/05/89

A Monsieur le Ministre BUSQUIN  
aux bons soins de  
Monsieur P. GENIN, L.S.D.  
Président des Chambres Syndicales  
Dentaires de Wallonie,  
Boulevard TIROU 25 Bte 9  
6000 CHARLEROI

Monsieur le Ministre,

En tant qu'enseignant en Médecine Dentaire, je tiens à marquer mon plus ferme soutien aux responsables syndicaux qui défendent l'exercice serein de notre profession, conformément aux normes de qualité que nous essayons d'inculquer à nos étudiants.

J'aime à croire, Monsieur le Ministre, que seule l'importance des problèmes majeurs que vous avez à résoudre quotidiennement vous a empêché de mesurer l'injustice fondamentale qu'entraîne l'application aux dentistes de l'article 52.

Différentes considérations autres que basement matérielles peuvent avoir amené des praticiens honorables à refuser l'engagement prévu dans les accords, il ne m'appartient pas d'en développer l'argumentation.

Qu'il me soit seulement permis de vous dire que lorsque nous soignons nos patients, nous ne leur délivrons pas des avis stéréotypés ou des soins uniformément appréciables. Nous leur donnons notre temps et nos connaissances. Tous n'ont pas les mêmes connaissances à offrir et tous ne consacrent pas le même temps à chaque traitement.

Tél. Central UCL : (02) 764 11 11  
Tél. Secrétariat : (02) 764 57 21

Avenue Hippocrate 15, UCL 15/57.32  
1200 BRUXELLES  
Télex: 62607 ucl luc b

Que l'Etat décide du niveau de ses interventions dans le remboursement des soins, c'est très légitime, et je comprends fort bien que votre politique soit limitée par vos moyens, mais qu'il veuille interdire aux citoyens d'utiliser leurs ressources à leur guise, le cas échéant pour rétribuer des soins de la meilleure qualité me paraît un abus de pouvoir contraire aux droits élémentaires des individus.

L'article 52 n'a jamais été nécessaire pour que n'importe quel Belge puisse recevoir des soins dentaires corrects: les cliniques mutualistes, les hopitaux publics comportent pratiquement tous des cabinets dentaires, et si certains les ont fermés, c'est que la situation financière n'y était plus tenable dans le cadre d'une politique de tarification insuffisante; les honoraires librement pratiqués dans les cabinets dentaires privés ont toujours été dans leur immense majorité inférieurs aux tarifs de remboursement des organismes de Sécurité sociale des pays voisins.

L'application de cet article 52 à des praticiens soucieux de ne pas souscrire à un engagement qu'ils estiment ne pas pouvoir respecter sans modifier fondamentalement leur façon de travailler, est une injustice et ce qui est pire, une erreur qui aboutirait tôt ou tard à une régression de la qualité des soins dont peut s'enorgueillir notre profession.

Comme tout travailleur - car nous sommes également des travailleurs, Monsieur le Ministre, et notre travail est particulièrement éprouvant - il est légitime que nous désirions une promotion sociale liée à l'âge, à la mise à la disposition des patients d'une expérience croissante et à l'acquisition permanente de connaissances nouvelles.

Nous n'avons pas à rougir de notre revendication d'une juste rétribution de notre travail et nous refusons d'être punis pour "esprit asocial", alors que depuis des années nous combattons, au détriment des futurs intérêts matériels de notre profession, pour améliorer la santé dentaire de la population. Puis-je vous rappeler que les mesures de remboursement préférentiel des soins préventifs, surtout lorsqu'ils sont dispensés aux enfants, ont été suggérées par les Associations Dentaires, que de nombreux praticiens consacrent bénévolement une partie de leur temps libre à la propagande pour l'hygiène dentaire et que l'Etat, qui s'est caractérisé par un immobilisme flagrant dans ce domaine, n'a pas de leçons à nous donner à cet égard.

Vous remerciant de votre attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

*J. F. Simon*

Prof. J. F. Simon  
Président du Département EMDS

*Nous avons pu rencontrer le Ministre BUSQUIN à deux reprises ces derniers temps!...*

— *Une première fois à l'issue d'une conférence qu'il donnait à Arlon, le 8 juin 1989 (voir compte rendu par ailleurs).*

— *Une seconde fois, à son cabinet, le 16 juin dernier. Vous trouverez ci-dessous copie de la lettre que nous lui avons remise à l'occasion de cette entrevue.*

*Notons par ailleurs, qu'une délégation des Professeurs d'Université, composée des Professeurs SIMON et POURTOIS, a rencontré le Ministre BUSQUIN le mardi 14 juin, pour lui exprimer l'inquiétude du corps professoral à propos des conséquences néfastes de l'application de l'article 52 pour la santé publique.*

**CHAMBRES SYNDICALES DENTAIRES  
DE WALLONIE**

Association sans but lucratif

Siège social : Boulevard Tirou, 25, Bte 9- 6000 Charleroi  
Secrétariats administratifs :  
Boulevard Tirou, 25, Bte 9-6000 Charleroi - (071) 31 05 42  
Fax (071) 32 04 13  
Rue de Rotterdam, 44, 4000 Liège - (041) 52 87 39  
Fax manuel (041) 52 87 39

Charleroi, le 16 juin 1989

Monsieur Philippe BUSQUIN  
Ministre des Affaires Sociales  
rue de la Loi 56

1040

BRUXELLES

Monsieur le Ministre,

Concerne : Application de l'article 52 de la Loi du 14/02/1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

Depuis le 13 février dernier, l'Accord National Dento-mutualiste du 14 décembre 1988 est entré en vigueur dans tout le pays, sauf dans les arrondissements où le quorum des 40 % de refus d'adhésion est dépassé, c'est-à-dire, Bruxelles, Nivelles, Charleroi, Thuin, Liège, Verviers, Waremmé, Bastogne, Marche et Namur.

Dans ces arrondissements et sur base de l'article 52 sus-mentionné, vous avez imposé des montants maxima d'honoraires en vous basant sur le tarif repris dans l'Accord National Dento-mutualiste. L'arrêté d'application de cet article 52, que vous avez signé le 26 avril, est paru au Moniteur du 6 mai et est entré en vigueur le mardi 16 mai.

Vous devez savoir, Monsieur le Ministre, que votre décision a été ressentie par la majorité des dentistes francophones, comme une décision profondément injuste et indigne de nos traditions démocratiques.

Cette notion de sécurité tarifaire des assurés sociaux à laquelle vous faites allusion dans les attendus de votre arrêté du 26 avril, était sans aucun doute d'actualité lors de l'élaboration de la Loi Leburton, en 1963, puisqu'à l'époque, le nombre de dentistes était très limité.

Actuellement, suite à la pléthore des dentistes, résultat du laxisme de vos prédécesseurs dans la recherche d'un équilibre entre l'offre et la demande de soins, les assurés sociaux peuvent trouver un dentiste engagé sans problème. Leur sécurité tarifaire est ainsi garantie. Quant à cette pléthore, elle est, vous le savez bien, une cause très importante de l'accroissement annuel du budget dentaire.

Examinons l'évolution de la population dentaire dans les arrondissements concernés par l'article 52 entre les années 1976 et 1989.

|           | Année 1976            |                               | Nbre d'habitants (2) | Année 1989            |                               |                 |
|-----------|-----------------------|-------------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------------|-----------------|
|           | Nbre de dentistes (1) | Nbre de dentistes engagés (1) |                      | Nbre de dentistes (1) | Nbre de dentistes engagés (1) | Nbre d'hab. (2) |
| Bruxelles | 632                   | 389                           | 1.042.052            | 1084                  | 524                           | 970.346         |
| Nivelles  | 97                    | 61                            | 268.655              | 259                   | 117                           | 303.824         |
| Charleroi | 116                   | 74                            | 453.892              | 226                   | 110                           | 428.426         |
| Thuin     | 43                    | 33                            | 138.576              | 78                    | 46                            | 141.084         |
| Liège     | 262                   | 167                           | 617.034              | 525                   | 280                           | 590.985         |
| Verviers  | 74                    | 46                            | 244.615              | 171                   | 94                            | 248.826         |
| Waremme   | 15                    | 11                            | 59.576               | 49                    | 29                            | 61.412          |
| Bastogne  | 5                     | 3                             | 34.419               | 14                    | 8                             | 36.984          |
| Marche    | 10                    | 7                             | 40.282               | 32                    | 19                            | 45.280          |
| Namur     | 88                    | 57                            | 246.593              | 166                   | 99                            | 265.679         |

Source : (1) Procès-verbaux de la Commission Nationale dento-mutualiste.  
(2) INS.

A population quasiment constante, le nombre de dentistes engagés a progressé partout.

Et par exemple, suivons plus précisément l'évolution du nombre de dentistes engagés par rapport au nombre d'habitants, dans l'arrondissement de Charleroi, votre arrondissement :

En 1976, 74 dentistes engagés assuraient la sécurité tarifaire des assurés sociaux pour 453.892 habitants.  
En 1989, la population ayant légèrement diminué, 110 dentistes engagés ne suffisent plus soi-disant pour assurer cette même sécurité tarifaire !

Vous admettez, Monsieur le Ministre, que dans ces conditions, votre décision a de quoi surprendre !

D'autant plus que, les années précédentes, dans des circonstances analogues, les dentistes ont fait preuve de modération, sans application de cet article 52.

Franchement, Monsieur le Ministre, plutôt que d'appliquer de façon rigide une loi dépassée et caduque - ce sont vos propres termes - ne pensez-vous pas qu'il eût été préférable d'examiner ensemble les raisons pour lesquelles bon nombre de dentistes ont refusé d'adhérer à un accord que vous estimez vous, très bon pour eux !

Appliquer l'Article 52 alors que l'augmentation des coûts, suite aux progrès réalisés en dentisterie, n'est plus intégrée depuis longtemps dans les tarifs d'honoraires de l'INAMI, c'est fixer d'autorité un tarif d'honoraires qui ne tient pas compte de la réalité ! C'est inciter les dentistes à diminuer la qualité des soins à donner à leurs patients !...  
Et cela, Monsieur le Ministre, nous le refusons !  
Car le respect de nos patients et la qualité des soins que nous leur donnons passent avant le respect d'une loi caduque !

C'est pourquoi nous formulons l'espoir que vous voudrez bien accepter de reconsidérer votre décision.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération la plus distinguée.

P. GENIN,  
Président.

## REGLES INTERPRETATIVES.

Il ne fait aucun doute que l'introduction dans la nomenclature dentaire d'un premier volet de prestations nouvelles a créé dans l'esprit de nombreux praticiens une certaine confusion. Nous en voulons pour preuve les très nombreuses questions qui ont assailli à la fois les représentants de la profession et les instances de l'INAMI.

Il apparaît donc que certaines prestations de la nouvelle nomenclature n'ont pas été définies avec suffisamment de clarté et laissent libre cours à des interprétations erronées ou abusives.

Divers compléments d'information vous ont été communiqués dans les précédents Incisifs par nos représentants au Conseil Technique Dentaire.

Il était cependant impératif que le Conseil lui-même apporte sans plus attendre un certain nombre de précisions qui, ayant valeur légale par leur notification aux procès-verbaux de réunions, seraient de nature à expliciter davantage les textes de la nomenclature et à éviter ainsi toute interprétation fantaisiste. L'objet de cet article est donc de résumer à votre intention les diverses règles interprétatives délibérées et votées par le Conseil Technique Dentaire.

### 1) Ablation (section et extraction) de racine(s).

303074 — 303085 : d'une racine

303096 — 303100 : de plusieurs racines de la même dent.

« Cette prestation implique le maintien sur l'arcade d'une entité fonctionnelle appartenant à l'organe dentaire amputé d'une ou de deux racines.

Cette prestation ne peut être interprétée comme une extraction de racine(s) dentaire(s) résiduelle(s) ou comme une extraction dentaire accompagnée d'une séparation de racine(s).

Elle peut être cumulée avec une extraction dentaire effectuée sur une autre dent et dans la même séance (303133 ou 303170) ».

*Procès-verbal du 17/03/89.*

« En cas d'ablation au cours de la même séance de racines de plusieurs dents, la prestation 303074 (ou 303096) peut être attestée plusieurs fois ».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

« La radiographie effectuée à l'occasion d'une des prestations 303074 ou 303096 pour ablation de racine(s) peut être portée en compte à l'assurance maladie-invalidité ».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

Il est évident que le cliché doit démontrer la persistance d'une partie de la dent ainsi que la ou les alvéoles radiculaires déshabitées.

### 2) 303052 — 303063.

Traitement de complication(s) après extraction d'une dent avec ou sans suture(s).

« L'hémorragie n'est pas la seule complication visée par ce libellé. D'autres complications peuvent être traitées et attestées sous ce numéro-code. Exemples : les complications infectieuses, l'alvéolite sèche, etc... ».

*Procès-verbal du 17/03/89.*

### 3) 301055 ou 301070.

Suppléments pour consultations d'urgence.

«Dans l'éventualité où la consultation d'urgence s'accompagne d'une prestation qui lui est cumulable, telle la prise d'un cliché radiographique, et qui donne lieu elle aussi à l'attestation d'un supplément d'urgence, les différents suppléments d'urgence doivent être attestés séparément».

*Procès-verbal du 17/03/89.*

### 4) Soins préventifs.

a) Il n'est pas précisé par la nomenclature dans quel délai maximal une prestation de soins préventifs peut succéder au premier examen buccal. Une confusion concernant ce délai s'est installée essentiellement en raison de la durée de validité de la carte de soins préventifs qui est de deux ans.

#### Règle interprétative:

1) Lors du premier examen buccal (302013 ou 301991), on peut éventuellement attester la prestation 302050 (fluorisation) ou 302074, 302094, 302116 et 302131 (scellement de fissures et de puits), ou 302153, 302175, 302190, 302212 (détartrage).

2) Le deuxième examen buccal annuel (302035) doit être effectué au cours de la deuxième année et des soins préventifs peuvent être attestés simultanément ainsi qu'il est prévu sous le point 1. Au cas où il n'y aurait pas eu de prestation préventive dans l'année qui suit le premier examen buccal, il faut d'abord effectuer l'examen buccal suivant avant de pouvoir attester une prestation préventive».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

b) Qu'entend-on par premier examen annuel : s'agit-il de personnes ne s'étant jamais présentées au cabinet dentaire ?

«L'examen buccal ne s'adresse pas uniquement à des patients ne s'étant jamais présentés au cabinet dentaire».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

c) Comportement envers le patient qui change de praticien et se présente sans sa carte de prévention : «Le nouveau praticien de l'art dentaire peut délivrer une nouvelle carte de soins préventifs (pas de duplicata).

Un double remboursement est évité parce que l'organisme assureur est en possession de la partie B de la carte de soins préventifs perdue».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

*N.B. : Il en va de même pour le patient qui se présenterait chez son praticien habituel pour un second examen buccal annuel ou pour tout soin préventif ultérieur au premier examen buccal annuel et qui aurait égaré le volet A de sa carte de prévention.*

d) Que faut-il entendre par fluorisation, nettoyage et polissage de la denture ?

«Il faut entendre par fluorisation la pose de fluor, quelle que soit la technique : galvanophorèse, pose de vernis fluorisé, etc... à l'exclusion de la simple prescription d'un dentifrice au fluor ou d'un bain de bouche fluorisé».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

e) «La nomenclature des prestations de santé précise que les traitements préventifs ne peuvent être cumulés avec d'autres prestations techniques dentaires. Les termes «d'autres prestations techniques dentaires» visent les prestations dentaires prévues à l'article 5 de la nomenclature et non les prestations prévues aux articles 14, 1 et 17 de la nomenclature».

Exemples : les codes de détartrage peuvent être cumulés à ceux de la gingivectomie (317074) ou des radiographies dentaires.

*Procès-verbal du 21/04/89.*

f) Nous écrivions dans un précédent Incisif :

«Le détartrage dentaire peut être attesté par quadrant, quel que soit le nombre de dents présentes sur ce quadrant».

Cette affirmation, cependant conforme aux dispositions de la nomenclature, a été battue en brèche par une proposition de règle interprétative émanant d'un groupe de travail restreint (et improvisé) du Conseil et rédigée comme suit :

«Les prestations 302153 à 302212 inclus ne sont remboursables que si trois dents au moins sont traitées par quadrant. Seulement une des prestations 302153 à 302212 inclus est remboursable une fois par an si la denture comporte au moins trois dents restantes».

*Procès-verbal du 24/02/89.*

Cette proposition, bien qu'émanant de mandataires de la profession et approuvée par les représentants des organismes assureurs, nous est apparue comme inacceptable. Elle ne constitue en aucune manière une règle interprétative mais bien une restriction des termes de la loi, ceci quelques mois à peine après sa parution au Moniteur.

La deuxième partie de la proposition met en cause la définition même du quadrant, ce qui est en contradiction formelle avec le texte et l'esprit de la nomenclature.

Notre position, mise en minorité au Conseil par un vote intervenu le 17/03/89, a cependant été approuvée par la section juridique de l'INAMI qui s'est exprimée en ces termes :

«La règle reprise au procès-verbal de la réunion du CTD du 23/02/89 paraît ajouter à la réglementation existante :

- en fixant le nombre de dents traitées par quadrant pour que la prestation puisse être attestée ;
- en fixant le nombre de dents qui doit rester pour qu'on puisse attester une prestation, et ce, sans plus se préoccuper de la notion de quadrant. (En outre, quel numéro de code attester quand il n'y a que quatre dents réparties sur quatre quadrants?).

Il est de jurisprudence constante qu'une règle interprétative ne peut ajouter à la réglementation existante une règle qui, de surcroît, se heurte aux normes supérieures fixées par arrêté royal».

*Procès-verbal du 21/04/89.*

Il demeure donc parfaitement clair que nul ne peut, sans contrevenir aux termes de la loi, contester à un praticien le droit d'attester un détartrage par quadrant, quel que soit le nombre de dents présentes au niveau de ce quadrant.

Si une interprétation plus restrictive devait être envisagée, celle-ci ne pourrait intervenir que dans le cadre d'une révision de la législation actuelle.

Il demeure cependant souhaitable de recommander aux praticiens la modération et le bon sens lorsqu'ils se trouvent en présence de cas d'édentation importante.

## **5) Orthodontie.**

Se référer à l'article de J.M. NICLAES dans le présent Incisif.

R. VANHENTENRYCK,  
Membre du Conseil Technique Dentaire.

## **AVIS**

Aux jeunes confrères qui chercheraient des occupations temporaires, nous signalons que nos secrétariats disposent régulièrement d'offres qui peuvent leur convenir.

•  
D'autres part, nous vous mettons en garde contre certaines offres, parfois alléchantes, mais peu recommandables qui pourraient vous tenter ; nous vous invitons à nous consulter avant de prendre un quelconque engagement.

•  
Aux aînés qui chercheraient de jeunes collaborations, nous signalons que nous pouvons centraliser les demandes.

## C.T.D. ET ORTHODONTIE.

*Ma récente participation à la Commission restreinte du C.T.D. concernant l'orthodontie m'a permis de vous faire part de quelques réflexions à propos des règles interprétatives de la nouvelle réglementation.*

• Tout d'abord, la nouvelle décision d'accorder d'office un traitement de 36 mois au lieu des 24 mois, résulte d'un souci de simplifier la tâche du C.T.D. La réglementation permet toutefois au Médecin-Conseil de demander une évaluation du traitement après 24 mois. Au delà de cet accord de 3 ans, une prolongation de 12 mois ne sera dès lors accordée que suivant des modalités bien précises et pour des cas exceptionnels.

Le fait par exemple de traiter un patient uniquement en technique multibagues devrait exclure toute prolongation, ce type de traitement devant dans la plupart des cas être accompli au bout de deux années.

Par contre, les traitements interceptifs qui doivent être initiés le plus tôt possible, nécessiteront parfois une rallonge au-delà des trois ans tels par exemple les classes III (masque orthopédique), la denture croisée en dentition de lait, etc.

Les complications en cours de croissance comme la biprotrusion, les classes III, les classes II dolichofaciales, les inclusions sont également susceptibles de justifier 48 mois de traitement.

Les modalités de l'accord du C.T.D. seront donc soumises à des exigences particulières que je vous rappelle brièvement :

- 1) établir correctement, au départ, votre diagnostic sur modèle 42F ; il est normal d'exiger d'un praticien un diagnostic dentaire, squelettique et fonctionnel ainsi qu'un plan de traitement détaillé. Ce premier élément, s'il sert peu lors de l'accord de départ, influencera favorablement le C.T.D., trois ans plus tard, sur le sérieux de l'établissement de votre diagnostic.
- 2) au moment de l'introduction d'une prolongation, utiliser la même procédure que ci-dessus :
  - a) en précisant la collaboration et la motivation du patient,
  - b) en présentant des moulages de contrôle bien réalisés et éventuellement des radiographies d'évolution telles les panoramiques et téléradiographies avec céphalométries.

Il ne s'agit donc pas de noter sur son rapport «... je continue» sans autre explication. Cette technique descriptive sera systématiquement rejetée même si la prolongation se justifie.

Je vous rappelle qu'une demande de traitement ne peut jamais avoir d'effet rétroactif et que par conséquent, il faut bien comptabiliser vos visites.

Enfin, j'insiste, et cela vous paraîtra peut-être puéril, sur la manière correcte d'écrire vos rapports. Les membres du C.T.D. ne sont pas habilités à lire des hiéroglyphes...

• Un second point important concerne les dérogations de traitement au-delà de 14 ans. Il est impératif de justifier ce retard par le rapport d'un spécialiste et non pas de présenter des cas d'agénésies (visibles plus tôt) ou des problèmes endocriniens équilibrés depuis 1 mois !

Dans cet ordre d'idées je ne saurais que recommander à l'ensemble des praticiens généralistes d'envoyer systématiquement chez l'orthodontiste tout patient qui présenterait avant 14 ans un trouble esthétique, fonctionnel ou occlusal. L'expérience m'a prouvé que de nombreux cas « sans importance » étaient négligés par certains confrères et entraînaient par la suite une absence de traitement pouvant aboutir, à moyenne échéance, à des accidents occlusaux plus ou moins graves.

• En conclusion, je suis persuadé que la nouvelle réglementation va accélérer la tâche du C.T.D. et simplifier les rapports entre l'orthodontiste et les organismes assureurs.

J.M. NICLAES,  
Orthodontiste,  
administrateur et membre suppléant du C.T.D.



## C.E.E. DENTAL LIAISON COMMITTEE

PORTO ~ Mai '89

*Première présidence portugaise pour la réunion du Comité de Liaison tenue à Porto le 7 mai dernier. Des sujets habituellement traités par le Comité de Liaison, nous retiendrons particulièrement:*

- L'examen d'un projet de «directive horizontale» visant la reconnaissance, pour les ressortissants des pays de la communauté, de diplômes délivrés hors de la C.E.E.

Le Comité a estimé que la reconnaissance automatique de diplômes émanant de pays tiers ne peut en aucun cas être admise, leur conformité aux directives C.E.E. n'étant pas garantie. Il a été dès lors convenu que dans une telle éventualité, des examens supplémentaires s'imposeraient et que la reconnaissance de tels diplômes par un pays membre resterait interne et ne donnerait pas droit à une reconnaissance mutuelle permettant la libre circulation des praticiens concernés: il faut savoir en effet, que dans des pays comme l'Espagne et le Portugal, nombre de nationaux possèdent des diplômes émanant de pays d'Amérique Latine et que, de plus, un grand nombre de Brésiliens travaillent actuellement au Portugal.

Admettre maintenant le principe d'un tel projet de directive constitue certainement, pour l'avenir, le risque d'assister à un relâchement dans l'application des directives de formations et à une dangereuse extension de la libre circulation.

Cette position du Comité de Liaison sera transmise aux autorités compétentes de la Commission Européenne.

- La législation sur les produits dentaires était à nouveau à l'ordre du jour des travaux du Comité qui a réaffirmé son souhait de voir aboutir en cette matière, une directive spécifique qui permette les possibilités de contrôle nécessaires, par des tests adéquats exécutés par des experts dentaires. Une proposition (proposition «LAPLAUD» du nom de son auteur) a été élaborée en ce sens et devrait être confrontée à une autre proposition qui vise à inclure les produits dentaires dans une directive plus large concernant le secteur médical, sous contrôle de l'industrie elle-même.

- La délégation italienne a fait part des craintes de «odontoatri» (nos seuls confrères italiens à être conformes aux directives C.E.E. et dont les premiers diplômés sont sortis en 1985) devant un projet de loi qui reconnaît aux médecins généralistes le droit à exercer l'odontologie sans pour autant avoir reçu une formation dentaire. Il faut savoir qu'avant la loi de 1980 légalisant le titre de «odontoatri», la dentisterie était exercée en Italie uniquement par des médecins, ayant ou n'ayant pas de formation dentaire. Le problème semble rester un problème interne à l'Italie, puisque seuls les véritables «odontoatri» seraient autorisés à circuler, mais avec l'habituel imbroglio italien... chi sa?

- Le Comité de Liaison a également pris la décision sur proposition de la délégation belge, de participer, pour autant que certaines conditions soient remplies, à SEPLIS (Secrétariat Européen des Professions Libérales), la Belgique y assurant la représentation du Comité de Liaison.

Autres points abordés au cours de la réunion: l'épidémiologie, la formation en orthodontie, la pollution au mercure, la démographie ainsi que, sur proposition de Dr. Jardine (F) la mise à l'étude de services qui, après l'ouverture de 1992, pourraient s'étendre à l'ensemble de la profession dentaire européenne: par exemple, accès aux services de la Deutsche Apotheker Arzenbank en Allemagne, Crefident, diffusion dentaire en France,

Pour terminer cette brève relation, je vous apprendrai que suite à la résolution adoptée précédemment par le Comité de Liaison sur la prolongation des études (6 ans) le Comité consultatif auprès de la Commission, a émis un vote favorable sur cette proposition. La décision finale appartient maintenant à la Commission Européenne elle-même.

J.C. DURIAUX  
Délégué C.E.E.

## VOYAGE EN ABSURDIE OU COMMENT REDRESSER L'ECONOMIE NATIONALE?...

A partir du 16 mai 1989, les dentistes wallons et bruxellois qui ont eu la liberté de refuser l'accord dento-mutualiste du 14 décembre 1988, auront l'obligation de le respecter dans des conditions d'application plus sévères et avec des sanctions prévues en cas d'infraction.

Ceci permettra aux travailleurs frontaliers inscrits à la sécurité sociale luxembourgeoise de toucher un remboursement supérieur aux honoraires du dentiste. Il faut savoir, en effet, que les prestataires belges de soins de santé sont censés appliquer les tarifs et codes belges aux assurés et coassurés des caisses de maladie luxembourgeoises mais le remboursement de ces soins aux assurés et coassurés se fait selon le tarif luxembourgeois (article 4 de la Convention belgo-luxembourgeoise concernant la sécurité sociale des travailleurs frontaliers du 16/11/1959).

En guise d'illustration vous pouvez consulter le tableau suivant pour quelques prestations courantes :

| Prestation                                    | Remboursement<br>(1) | Honoraires | Gain  |
|---|----------------------|------------|-------|
| Consultation                                  | 790                  | 329        | 461   |
| Consultation urgente le dimanche              | 1.420                | 572        | 848   |
| Radiographie                                  |                      |            |       |
| a) premier cliché                             | 460                  | 287        | 173   |
| b) cliché suivant                             | 235                  | 185        | 50    |
| Obturation simple avec coiffage et anesthésie | 1.050                | 761        | 289   |
| Extraction molaire avec anesthésie            | 860                  | 454        | 406   |
| Traitement orthodontique pendant 15 mois      | 23.235               | 18.917     | 4.318 |

Il s'agit probablement d'une nouvelle forme de prévention dentaire à l'essai à nos frontières. Je suggère d'étendre cette méthode à toute l'Europe. Ainsi, en demandant aux Français, Hollandais, Allemands de venir se faire soigner en Belgique, ils pourraient dépenser dans notre pays le bénéfice réalisé et ainsi améliorer le sort de tous les Belges.

(1) Tarif 1987.

(2) Honoraires imposés.

# Démographie dentaire

1988 - 1989

## I. Etudiants en Médecine Dentaire Inscrits dans les différentes Universités francophones.

| Années                       | 83/84 | 84/85 | 85/86                        | 86/87 | 87/88 | 88/89 |
|------------------------------|-------|-------|------------------------------|-------|-------|-------|
| 1 <sup>ère</sup> Candidature | 380   | 324   | 170 sans ULB<br>271 avec ULB | 207   | 183   | 183   |
| 2 <sup>e</sup> Candidature   | 168   | 152   | 140                          | 134   | 136   | 141   |
| 1 <sup>ère</sup> Licence     | 205   | 195   | 183                          | 120   | 136   | 161   |
| 2 <sup>e</sup> Licence       | 184   | 166   | 157                          | 168   | 112   | 120   |
| 3 <sup>e</sup> Licence       | 204   | 187   | 150                          | 148   | 164   | 113   |
| <b>TOTAL</b>                 |       |       |                              | 777   | 731   | 718   |

| Années                       | 84/85 | 85/86 | 86/87 | 87/88 | 88/89 |
|------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>LOUVAIN</b>               |       |       |       |       |       |
| 1 <sup>ère</sup> Candidature | 134   | 113   | 95    | 85    | 87    |
| 2 <sup>e</sup> Candidature   | 57    | 48    | 48    | 40    | 50    |
| 1 <sup>ère</sup> Licence     | 86    | 54    | 36    | 27    | 38    |
| 2 <sup>e</sup> Licence       | 39    | 49    | 46    | 30    | 25    |
| 3 <sup>e</sup> Licence       | 70    | 41    | 47    | 45    | 31    |
| <b>TOTAL</b>                 |       |       | 272   | 227   | 231   |
| <b>LIÈGE</b>                 |       |       |       |       |       |
| 1 <sup>ère</sup> Candidature | 78    | 57    | 44    | 53    | 48    |
| 2 <sup>e</sup> Candidature   | 36    | 37    | 37    | 33    | 43    |
| 1 <sup>ère</sup> Licence     | 51    | 38    | 30    | 33    | 26    |
| 2 <sup>e</sup> Licence       | 55    | 41    | 35    | 25    | 24    |
| 3 <sup>e</sup> Licence       | 46    | 34    | 33    | 28    | 26    |
| <b>TOTAL</b>                 |       |       | 179   | 172   | 167   |
| <b>BRUXELLES</b>             |       |       |       |       |       |
| 1 <sup>ère</sup> Candidature | 94    | 101   | 68    | 45    | 48    |
| 2 <sup>e</sup> Candidature   | 59    | 55    | 49    | 63    | 48    |
| 1 <sup>ère</sup> Licence     | 58    | 91    | 54    | 76    | 97    |
| 2 <sup>e</sup> Licence       | 72    | 67    | 87    | 57    | 71    |
| 3 <sup>e</sup> Licence       | 71    | 17    | 68    | 91    | 56    |
| <b>TOTAL</b>                 |       |       | 326   | 332   | 320   |

## II. Dentistes inscrits à l'INAMI

au 31/12/84 : ..... 6.122  
 au 31/12/85 : ..... 6.427 + 305  
 au 31/12/86 : ..... 6.648 + 221  
 au 31/12/87 : ..... 6.917 + 269  
 au 31/12/88 : ..... 7.133 + 216

### III. Résultat de l'enquête CEE (d'après P. Colombet).

Le Portugal et l'Italie sont dans l'impossibilité de fournir des statistiques fiables actuellement et n'ont donc pas répondu au questionnaire.

**TABLEAU I — DENSITÉ PRATICIEN / POPULATION AU 31/12/87**

| PAYS                            | Population      | Nombre de chirurgiens-dentistes en activité | Densité 1 C.D./ Population |
|---------------------------------|-----------------|---|----------------------------|
| Belgique                        | 9.864.751       | 6.917                                       | 1/1.426                    |
| Danemark                        | 5.200.000       | 5.549                                       | 1/ 937                     |
| Espagne                         | 38.480.000      | 13.600                                      | 1/2.878                    |
| France                          | 57.000.000      | 37.011                                      | 1/1.540                    |
| Grande-Bretagne                 | 56.763.213 (86) | 22.255 (86)                                 | 1/2.580 (86)               |
| Grèce                           | 9.740.417       | 9.200                                       | 1/1.059                    |
| Irlande                         | 3.500.000       | 1.150                                       | 1/3.043                    |
| Italie                          | —               | —   | —                          |
| Luxembourg                      | 369.500         | 167   | 1/2.213                    |
| Pays-Bas                        | 14.700.000      | 6.500                                       | 1/2.200                    |
| Portugal                        | —               | —   | —                          |
| République Fédérale d'Allemagne | 61.140.000 (86) | 38.055 (86)                                 | 1/1605 (86)                |

Le tableau I fait apparaître que les seuils de pléthore sont atteints dans la quasi totalité des pays malgré la variabilité des densités. Ceci prouve l'importance de prendre en compte, pour la maîtrise de la démographie professionnelle, de nombreux paramètres sociaux, économiques et culturels qui encouragent ou au contraire freinent la demande réelle de soins.

L'étude du tableau II montre que dans la majorité des pays, le rapport praticien/population suit une courbe ascendante.

**TABLEAU II — ÉVOLUTION DE LA DENSITÉ PRATICIEN / POPULATION**

| PAYS                            | 1981    | 1984    | 1987         |
|---------------------------------|---------|---------|--------------|
| Belgique                        | 1/1.998 | 1/1.668 | 1/1.426      |
| Danemark                        | 1/1.099 | 1/ 952  | 1/ 937       |
| Espagne                         | —       | —       | 1/2.878      |
| France                          | 1/1.688 | 1/1.625 | 1/1.540      |
| Grande-Bretagne                 | 1/2.800 | 1/2.296 | 1/2.580 (86) |
| Grèce                           | 1/1.293 | 1/1.198 | 1/1.059      |
| Irlande                         | —       | —       | 1/3.043      |
| Italie                          | —       | —       | —            |
| Luxembourg                      | 1/2.355 | 1/2.506 | 1/2.213      |
| Pays-Bas                        | 1/2.134 | 1/2.042 | 1/2.200      |
| Portugal                        | —       | —       | —            |
| République Fédérale d'Allemagne | 1/1.833 | 1/1.707 | 1/1.605 (86) |

On notera que ce sont les pays qui n'ont pas mis en œuvre une véritable politique de sélection, qui connaissent les accentuations les plus marquées (Belgique, R.F.A. en particulier).

La libre circulation des praticiens de l'art dentaire au sein de la CEE, qui est réalité depuis janvier 1980, n'a pas eu de conséquences notables jusqu'ici.

Quelles conclusions devons-nous tirer?

Si les flux migratoires sont jusqu'ici restés très faibles, il est possible qu'il n'en soit pas de même demain. C'est pourquoi il convient d'obtenir des autorités communautaires de Bruxelles que des mesures soient prises au plan de la CEE pour maîtriser la démographie dans les 12 pays. Le Comité de liaison des praticiens de l'art dentaire s'y emploie.

**Etudiants en Médecine Dentaire étrangers ressortissants de pays de la C.E.E. inscrits dans les Universités belges.**

|                     | 1 <sup>re</sup> candi |           | 2 <sup>e</sup> candi |          | 1 <sup>re</sup> lic. |          | 2 <sup>e</sup> lic. |           | 3 <sup>e</sup> lic. |          | TOTAL      |
|---------------------|-----------------------|-----------|----------------------|----------|----------------------|----------|---------------------|-----------|---------------------|----------|------------|
|                     | H                     | F         | H                    | F        | H                    | F        | H                   | F         | H                   | F        |            |
| Allemagne           | 8                     | 6         | 1                    |          | 1                    | 2        | 4                   | 1         | 4                   |          | 27         |
| Pays-Bas            | 1                     | 2         | 1                    |          | 1                    |          |                     |           |                     |          | 5          |
| G.D. Luxembourg     | 1                     |           |                      | 1        | 2                    | 1        | 2                   | 1         | 3                   |          | 11         |
| France              | 10                    | 3         | 6                    | 4        | 7                    | 1        | 3                   | 3         | 3                   | 1        | 41         |
| Irlande             |                       |           |                      |          |                      |          |                     |           |                     |          |            |
| Danemark            |                       |           |                      |          |                      |          |                     |           |                     |          |            |
| Italie              | 2                     | 2         |                      |          | 2                    | 2        | 3                   | 1         |                     | 4        | 16         |
| Grèce               | 2                     | 1         |                      | 2        | 2                    |          | 1                   | 1         | 2                   |          | 11         |
| Espagne             | 2                     | 1         |                      | 2        | 15                   | 3        | 7                   | 2         | 1                   |          | 33         |
| Portugal            | 2                     |           |                      |          |                      |          |                     | 1         |                     |          | 3          |
| Grande-Bretagne     |                       |           |                      |          |                      |          |                     |           |                     |          |            |
| <b>TOTAL C.E.E.</b> | <b>28</b>             | <b>15</b> | <b>8</b>             | <b>9</b> | <b>30</b>            | <b>9</b> | <b>20</b>           | <b>10</b> | <b>13</b>           | <b>5</b> | <b>147</b> |

**GARDEZ PRECIEUSEMENT  
VOTRE «INCISIF»...**

si les informations qu'il contient ne vous servent pas maintenant, elles vous serviront peut-être demain!

**VOTRE INCISIF A BESOIN  
DE RECETTES PUBLICITAIRES!**

Si vous connaissez des annonceurs potentiels parmi vos relations, vos fournisseurs... faites-les-nous connaître, et faites-leur découvrir notre publication!

*Nous ne sommes pas spécialement fanatiques des chiffres et des statistiques!...  
Toutefois, il est parfois intéressant de comparer les situations!...*

## NOMBRE D'HABITANTS PAR DENTISTES, PAR ARRONDISSEMENTS, PROVINCE ET REGION.

C.T.J.

Situation : 31/12/1988

| Arrondissement<br>Province - Région | Nombre d'habitants<br>par dentiste | Arrondissement<br>Province - Région | Nombre d'habitants<br>par dentiste |
|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Antwerpen                           | 1.443                              | Soignies                            | 2.400                              |
| Mechelen                            | 1.649                              | Thuin                               | 1.680                              |
| Turnhout                            | 1.883                              | Tournai                             | 2.217                              |
| <b>ANTWERPEN</b>                    | <b>1.566</b>                       | <b>HAINAUT</b>                      | <b>2.231</b>                       |
| Bru. Cap. Hoofstad                  | 966                                | Huy                                 | 1.336                              |
| Halle-Vilvorde                      | 1.225                              | Liège                               | 1.201                              |
| Leuven                              | 1.169                              | Verviers                            | 1.490                              |
| Nivelles                            | 1.173                              | Waremme                             | 1.228                              |
| <b>BRABANT</b>                      | <b>1.082</b>                       | <b>LIEGE</b>                        | <b>1.277</b>                       |
| Bruges                              | 1.238                              | Hasselt                             | 1.237                              |
| Diksmuide                           | 1.878                              | Maassik                             | 1.695                              |
| Ieper                               | 1.920                              | Tongeren                            | 1.545                              |
| Kortrijk                            | 1.608                              | <b>LIMBURG</b>                      | <b>1.406</b>                       |
| Ostende                             | 1.535                              | Arlon                               | 1.887                              |
| Roselare                            | 1.876                              | Bastogne                            | 2.845                              |
| Tielt                               | 1.702                              | Marche-en-Famenne                   | 1.415                              |
| Veurne                              | 1.388                              | Neufchateau                         | 1.636                              |
| <b>WEST-VLAANDEREN</b>              | <b>1.545</b>                       | Virton                              | 1.787                              |
| Aalst                               | 1.576                              | <b>LUXEMBOURG</b>                   | <b>1.783</b>                       |
| Dendermonde                         | 1.593                              | Dinant                              | 1.910                              |
| Eeklo                               | 1.519                              | Namur                               | 1.783                              |
| Gent                                | 1.218                              | Philippeville                       | 3.052                              |
| Oudenaarde                          | 1.551                              | <b>NAMUR</b>                        | <b>1.923</b>                       |
| Sint-Niklaas                        | 1.872                              |                                     |                                    |
| <b>OOST-VLAANDEREN</b>              | <b>1.454</b>                       | <b>LE ROYAUME</b>                   | <b>1.430</b>                       |
| Ath                                 | 2.165                              |                                     |                                    |
| Charleroi                           | 2.231                              | Vlaams Gewest                       | 1.442                              |
| Mons                                | 2.472                              | Région Wallonne                     | 1.647                              |
| Mouscron                            | 2.747                              | Région Bruxelloise                  | 966                                |



# REPARTITION DES DENTISTES SELON LE SEXE ET LE DIPLOME, PAR ARRONDISSEMENT, PROVINCE ET REGION

TAB : 29A

Situation au 31/12/1988

C.I.V. - C.T.I.

| Arrondissement<br>Province<br>Région | Licenciés<br>sciences<br>dentaires |              |              | Docteurs<br>L.S.D. |           |            | Autoris. pratique dentaire |          |           |            |           |            | TOTAL        |              |              |     |
|--------------------------------------|------------------------------------|--------------|--------------|--------------------|-----------|------------|----------------------------|----------|-----------|------------|-----------|------------|--------------|--------------|--------------|-----|
|                                      |                                    |              |              |                    |           |            | Docteurs                   |          |           | Autres     |           |            |              |              |              |     |
|                                      | H                                  | F            | Tot.         | H                  | F         | Tot.       | H                          | F        | Tot.      | H          | F         | Tot.       | H            | F            | Tot.         |     |
| 1                                    | 2                                  | 3            | 4            | 5                  | 6         | 7          | 8                          | 9        | 10        | 11         | 12        | 13         | 14           | 15           | 16           |     |
| Antwerpen                            | 392                                | 185          | 577          | 34                 | 2         | 36         | 7                          | 2        | 9         | 14         | 1         | 15         | 447          | 190          | 637          |     |
| Mechelen                             | 110                                | 60           | 170          | 6                  | —         | 6          | 1                          | —        | 1         | 1          | —         | 1          | 118          | 60           | 178          |     |
| Turnhout                             | 123                                | 69           | 192          | 4                  | —         | 4          | 2                          | —        | 2         | 1          | —         | 1          | 130          | 69           | 199          |     |
| <b>ANTWERPEN</b>                     | <b>625</b>                         | <b>314</b>   | <b>939</b>   | <b>44</b>          | <b>2</b>  | <b>46</b>  | <b>10</b>                  | <b>2</b> | <b>12</b> | <b>16</b>  | <b>1</b>  | <b>17</b>  | <b>695</b>   | <b>319</b>   | <b>1.014</b> |     |
| Bru. Cap. Hoofstad                   | 501                                | 331          | 832          | 102                | 15        | 117        | 4                          | 2        | 6         | 41         | 8         | 49         | 648          | 356          | 1.004        |     |
| Halle-Vilvorde                       | 235                                | 161          | 396          | 24                 | 4         | 28         | 1                          | —        | 1         | 3          | —         | 3          | 263          | 165          | 428          |     |
| Leuven                               | 186                                | 158          | 344          | 14                 | 2         | 16         | 1                          | —        | 1         | 1          | —         | 1          | 202          | 160          | 362          |     |
| Nivelles                             | 134                                | 97           | 231          | 19                 | 2         | 21         | 3                          | —        | 3         | 3          | 1         | 4          | 159          | 100          | 259          |     |
| <b>BRABANT</b>                       | <b>1.056</b>                       | <b>747</b>   | <b>1.803</b> | <b>159</b>         | <b>23</b> | <b>182</b> | <b>9</b>                   | <b>2</b> | <b>11</b> | <b>48</b>  | <b>9</b>  | <b>57</b>  | <b>1.272</b> | <b>781</b>   | <b>2.053</b> |     |
| Brugge                               | 145                                | 57           | 202          | 7                  | —         | 7          | 1                          | —        | 1         | 1          | —         | 1          | 154          | 57           | 211          |     |
| Diksmuide                            | 19                                 | 6            | 25           | —                  | —         | —          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 19           | 6            | 25           |     |
| Ieper                                | 37                                 | 13           | 50           | 2                  | 1         | 3          | —                          | —        | —         | 2          | —         | 2          | 40           | 14           | 54           |     |
| Kortrijk                             | 121                                | 42           | 163          | 6                  | —         | 6          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 129          | 42           | 171          |     |
| Ostende                              | 62                                 | 23           | 85           | 2                  | —         | 2          | —                          | —        | —         | 1          | —         | 1          | 65           | 23           | 88           |     |
| Roselare                             | 49                                 | 17           | 66           | 4                  | 2         | 6          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 54           | 19           | 73           |     |
| Tielt                                | 39                                 | 10           | 49           | 1                  | —         | 1          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 40           | 10           | 50           |     |
| Veurne                               | 22                                 | 13           | 35           | 2                  | —         | 2          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 24           | 13           | 37           |     |
| <b>WEST-VLAANDEREN</b>               | <b>494</b>                         | <b>181</b>   | <b>675</b>   | <b>24</b>          | <b>3</b>  | <b>27</b>  | <b>1</b>                   | <b>—</b> | <b>1</b>  | <b>6</b>   | <b>—</b>  | <b>6</b>   | <b>525</b>   | <b>184</b>   | <b>709</b>   |     |
| Aalst                                | 104                                | 57           | 161          | 1                  | —         | 1          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 74           | 40           | 114          |     |
| Dendermonde                          | 70                                 | 40           | 110          | 2                  | —         | 2          | 2                          | —        | 2         | —          | —         | —          | 38           | 14           | 52           |     |
| Eeklo                                | 36                                 | 14           | 50           | 2                  | —         | 2          | —                          | —        | —         | 3          | —         | —          | 261          | 137          | 398          |     |
| Gent                                 | 240                                | 135          | 375          | 15                 | 2         | 17         | 3                          | —        | 3         | 3          | —         | 3          | 50           | 22           | 72           |     |
| Oudenaarde                           | 44                                 | 22           | 66           | 6                  | —         | 6          | —                          | —        | —         | 1          | 4         | —          | 4            | 79           | 35           |     |
| Sint-Niklaas                         | 71                                 | 35           | 106          | 3                  | —         | 3          | 1                          | —        | —         | 6          | 9         | —          | 9            | 609          | 305          |     |
| <b>OOST-VLAANDEREN</b>               | <b>565</b>                         | <b>303</b>   | <b>868</b>   | <b>29</b>          | <b>2</b>  | <b>31</b>  | <b>6</b>                   | <b>—</b> | <b>6</b>  | <b>9</b>   | <b>—</b>  | <b>9</b>   | <b>609</b>   | <b>305</b>   | <b>914</b>   |     |
| Ath                                  | 21                                 | 9            | 30           | 2                  | 2         | 4          | 1                          | —        | 1         | —          | —         | —          | 24           | 11           | 35           |     |
| Charleroi                            | 112                                | 59           | 171          | 10                 | 4         | 14         | 3                          | —        | 3         | 4          | —         | 4          | 129          | 63           | 192          |     |
| Mons                                 | 60                                 | 29           | 89           | 8                  | —         | 8          | 1                          | —        | 1         | 3          | —         | 3          | 72           | 29           | 101          |     |
| Mouscron                             | 20                                 | 4            | 24           | —                  | 1         | 1          | —                          | —        | —         | 1          | —         | —          | 21           | 5            | 26           |     |
| Soignies                             | 51                                 | 16           | 67           | 1                  | —         | 1          | 1                          | —        | 1         | —          | —         | —          | 53           | 16           | 69           |     |
| Thuin                                | 49                                 | 28           | 77           | 3                  | 3         | 6          | —                          | —        | —         | 1          | 1         | —          | 46           | 17           | 63           |     |
| Tournai                              | 40                                 | 17           | 57           | 4                  | —         | 4          | 1                          | —        | 1         | —          | —         | —          | 10           | 398          | 172          |     |
| <b>HAINAUT</b>                       | <b>355</b>                         | <b>162</b>   | <b>515</b>   | <b>28</b>          | <b>10</b> | <b>38</b>  | <b>7</b>                   | <b>—</b> | <b>7</b>  | <b>10</b>  | <b>—</b>  | <b>10</b>  | <b>398</b>   | <b>172</b>   | <b>570</b>   |     |
| Huy                                  | 35                                 | 21           | 56           | 9                  | 1         | 10         | 1                          | —        | 1         | 1          | —         | 1          | 46           | 22           | 68           |     |
| Liège                                | 299                                | 133          | 432          | 42                 | 7         | 49         | 3                          | —        | 3         | 8          | —         | 8          | 352          | 140          | 492          |     |
| Verviers                             | 100                                | 48           | 148          | 15                 | 2         | 17         | —                          | —        | —         | 2          | —         | 2          | 117          | 50           | 167          |     |
| Waremme                              | 30                                 | 16           | 46           | 3                  | 1         | 4          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 33           | 17           | 50           |     |
| <b>LIEGE</b>                         | <b>464</b>                         | <b>218</b>   | <b>682</b>   | <b>69</b>          | <b>11</b> | <b>80</b>  | <b>4</b>                   | <b>—</b> | <b>4</b>  | <b>11</b>  | <b>—</b>  | <b>11</b>  | <b>548</b>   | <b>229</b>   | <b>777</b>   |     |
| Hasselt                              | 191                                | 91           | 282          | 9                  | —         | 9          | —                          | —        | —         | 1          | —         | —          | 1            | 201          | 91           | 292 |
| Maasseik                             | 86                                 | 28           | 114          | —                  | 1         | 1          | 1                          | —        | 1         | —          | —         | —          | 87           | 29           | 116          |     |
| Tongeren                             | 74                                 | 36           | 110          | 4                  | 1         | 5          | —                          | —        | —         | 1          | —         | —          | 79           | 37           | 116          |     |
| <b>LIMBURG</b>                       | <b>351</b>                         | <b>155</b>   | <b>506</b>   | <b>13</b>          | <b>2</b>  | <b>15</b>  | <b>1</b>                   | <b>—</b> | <b>1</b>  | <b>2</b>   | <b>—</b>  | <b>2</b>   | <b>367</b>   | <b>157</b>   | <b>524</b>   |     |
| Arlon                                | 14                                 | 7            | 21           | 2                  | 2         | 4          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 16           | 9            | 25           |     |
| Bastogne                             | 10                                 | 2            | 12           | 1                  | —         | 1          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 14           | 2            | 16           |     |
| Marche-en-Famenne                    | 21                                 | 4            | 25           | 5                  | —         | 5          | 1                          | —        | 1         | 1          | —         | 1          | 28           | 4            | 32           |     |
| Neufchâteau                          | 20                                 | 9            | 29           | 3                  | —         | 3          | —                          | —        | —         | —          | —         | —          | 23           | 9            | 32           |     |
| Virton                               | 13                                 | 10           | 23           | —                  | 1         | 1          | —                          | —        | —         | 1          | —         | —          | 1            | 14           | 15           |     |
| <b>LUXEMBOURG</b>                    | <b>78</b>                          | <b>32</b>    | <b>110</b>   | <b>11</b>          | <b>3</b>  | <b>14</b>  | <b>1</b>                   | <b>—</b> | <b>1</b>  | <b>2</b>   | <b>—</b>  | <b>2</b>   | <b>92</b>    | <b>35</b>    | <b>127</b>   |     |
| Dinant                               | 29                                 | 13           | 42           | 2                  | 3         | 5          | 1                          | —        | 1         | —          | —         | —          | 32           | 16           | 48           |     |
| Namur                                | 78                                 | 48           | 126          | 16                 | 1         | 17         | 5                          | —        | 5         | —          | 1         | 1          | 99           | 50           | 149          |     |
| Philippeville                        | 11                                 | 6            | 17           | —                  | 1         | 1          | 1                          | —        | 1         | —          | —         | —          | 12           | 7            | 19           |     |
| <b>NAMUR</b>                         | <b>118</b>                         | <b>67</b>    | <b>185</b>   | <b>18</b>          | <b>5</b>  | <b>23</b>  | <b>7</b>                   | <b>—</b> | <b>7</b>  | <b>7</b>   | <b>—</b>  | <b>1</b>   | <b>143</b>   | <b>73</b>    | <b>216</b>   |     |
| <b>LE ROYAUME</b>                    | <b>4.104</b>                       | <b>2.179</b> | <b>6.283</b> | <b>395</b>         | <b>61</b> | <b>456</b> | <b>46</b>                  | <b>4</b> | <b>50</b> | <b>104</b> | <b>11</b> | <b>115</b> | <b>4.649</b> | <b>2.255</b> | <b>6.904</b> |     |
| Vlaams Gewest                        | 2.456                              | 1.272        | 3.728        | 140                | 15        | 163        | 20                         | 2        | 22        | 37         | 1         | 38         | 2.661        | 1.290        | 3.951        |     |
| Région Wallonne                      | 1.147                              | 576          | 1.723        | 145                | 31        | 176        | 22                         | —        | 22        | 26         | 2         | 28         | 1.340        | 609          | 1.949        |     |
| Région Bruxelloise                   | 501                                | 331          | 832          | 102                | 15        | 117        | 4                          | 2        | 6         | 41         | 8         | 49         | 648          | 356          | 1.004        |     |

Total Dr. L.S.D. + Dr. = 456 + 50 = 506 dont 179 Stomatologues.

# REPARTITION DES DENTISTES SELON LE GROUPE D'AGE, PAR ARRONDISSEMENT, PROVINCE ET REGION

C.I.V. - C.T.I.

Situation au 31/12/1988

| Arrondissement<br>Province - Région | Groupe d'âge |              |              |            |            |            |            |            |            |            |            |            | TOTAL        |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
|                                     | 0 - 25       | 25 - 29      | 30 - 34      | 35 - 39    | 40 - 44    | 45 - 49    | 50 - 54    | 55 - 59    | 60 - 64    | 65 - 69    | 70 - 71    | + 74       |              |
| Antwerpen                           | 21           | 162          | 156          | 65         | 58         | 37         | 39         | 25         | 22         | 17         | 10         | 25         | 637          |
| Mechelen                            | 6            | 36           | 64           | 25         | 11         | 7          | 11         | 7          | 2          | 3          | 3          | 3          | 178          |
| Turnhout                            | 6            | 53           | 77           | 21         | 15         | 10         | 3          | 5          | 1          | 5          | 0          | 3          | 199          |
| <b>ANTWERPEN</b>                    | <b>33</b>    | <b>251</b>   | <b>297</b>   | <b>111</b> | <b>84</b>  | <b>54</b>  | <b>53</b>  | <b>37</b>  | <b>25</b>  | <b>25</b>  | <b>13</b>  | <b>31</b>  | <b>1.014</b> |
| Bruxelles Capitale                  | 13           | 150          | 221          | 149        | 91         | 69         | 81         | 55         | 47         | 38         | 25         | 65         | 1.004        |
| Halle-Vilvorde                      | 15           | 112          | 120          | 66         | 32         | 25         | 23         | 14         | 7          | 6          | 1          | 7          | 428          |
| Leuven                              | 16           | 92           | 120          | 26         | 40         | 19         | 14         | 10         | 9          | 8          | 5          | 3          | 362          |
| Nivelles                            | 0            | 32           | 72           | 54         | 35         | 19         | 17         | 8          | 9          | 3          | 0          | 10         | 259          |
| <b>BRABANT</b>                      | <b>44</b>    | <b>386</b>   | <b>533</b>   | <b>295</b> | <b>198</b> | <b>132</b> | <b>135</b> | <b>87</b>  | <b>72</b>  | <b>55</b>  | <b>31</b>  | <b>85</b>  | <b>2.053</b> |
| Brugge                              | 5            | 42           | 57           | 30         | 19         | 11         | 11         | 10         | 9          | 9          | 3          | 5          | 211          |
| Diksmuide                           | 0            | 9            | 7            | 4          | 0          | 2          | 1          | 0          | 1          | 1          | 0          | 0          | 25           |
| Ieper                               | 0            | 15           | 12           | 10         | 4          | 3          | 1          | 2          | 2          | 2          | 1          | 2          | 54           |
| Kortrijk                            | 2            | 33           | 46           | 35         | 12         | 11         | 7          | 8          | 5          | 7          | 2          | 3          | 171          |
| Ostende                             | 0            | 15           | 32           | 11         | 9          | 6          | 3          | 3          | 2          | 4          | 1          | 2          | 88           |
| Roselare                            | 0            | 14           | 27           | 10         | 6          | 5          | 3          | 2          | 1          | 1          | 2          | 2          | 73           |
| Tielt                               | 1            | 9            | 22           | 7          | 1          | 4          | 1          | 4          | 0          | 0          | 1          | 0          | 50           |
| Veurne                              | 0            | 10           | 7            | 5          | 5          | 1          | 2          | 0          | 3          | 3          | 0          | 1          | 37           |
| <b>WEST-VLAANDEREN</b>              | <b>8</b>     | <b>147</b>   | <b>210</b>   | <b>112</b> | <b>56</b>  | <b>43</b>  | <b>29</b>  | <b>29</b>  | <b>23</b>  | <b>27</b>  | <b>10</b>  | <b>15</b>  | <b>709</b>   |
| Aalst                               | 5            | 38           | 44           | 27         | 19         | 11         | 5          | 4          | 4          | 3          | 2          | 2          | 164          |
| Dendermonde                         | 2            | 25           | 37           | 15         | 10         | 6          | 5          | 4          | 4          | 2          | 3          | 1          | 114          |
| Eeklo                               | 1            | 9            | 14           | 8          | 8          | 5          | 0          | 1          | 0          | 3          | 3          | 0          | 52           |
| Gent                                | 12           | 62           | 128          | 44         | 54         | 27         | 19         | 14         | 11         | 9          | 8          | 10         | 398          |
| Oudenaarde                          | 2            | 16           | 20           | 11         | 10         | 1          | 3          | 0          | 2          | 2          | 3          | 2          | 72           |
| Sint-Niklaas                        | 4            | 21           | 39           | 16         | 7          | 5          | 4          | 4          | 1          | 5          | 4          | 4          | 114          |
| <b>OOST-VLAANDEREN</b>              | <b>26</b>    | <b>171</b>   | <b>282</b>   | <b>121</b> | <b>108</b> | <b>55</b>  | <b>36</b>  | <b>27</b>  | <b>22</b>  | <b>24</b>  | <b>23</b>  | <b>19</b>  | <b>914</b>   |
| Ath                                 | 1            | 9            | 12           | 5          | 2          | 1          | 2          | 0          | 1          | 1          | 0          | 1          | 35           |
| Charleroi                           | 0            | 37           | 54           | 21         | 15         | 16         | 13         | 11         | 10         | 4          | 3          | 8          | 192          |
| Mons                                | 4            | 6            | 39           | 16         | 9          | 2          | 1          | 8          | 6          | 3          | 3          | 4          | 101          |
| Mouscron                            | 0            | 5            | 6            | 3          | 5          | 1          | 2          | 1          | 0          | 1          | 0          | 2          | 26           |
| Soignies                            | 2            | 13           | 17           | 10         | 8          | 7          | 4          | 3          | 0          | 0          | 2          | 3          | 69           |
| Thuin                               | 0            | 11           | 24           | 14         | 9          | 8          | 4          | 7          | 2          | 3          | 1          | 1          | 84           |
| Tournai                             | 0            | 6            | 20           | 9          | 5          | 4          | 3          | 3          | 4          | 4          | 2          | 3          | 63           |
| <b>HAINAUT</b>                      | <b>7</b>     | <b>87</b>    | <b>172</b>   | <b>78</b>  | <b>53</b>  | <b>39</b>  | <b>29</b>  | <b>33</b>  | <b>23</b>  | <b>16</b>  | <b>11</b>  | <b>22</b>  | <b>570</b>   |
| Huy                                 | 1            | 14           | 20           | 11         | 2          | 4          | 3          | 1          | 1          | 6          | 1          | 4          | 68           |
| Liège                               | 12           | 128          | 99           | 71         | 48         | 12         | 33         | 19         | 22         | 17         | 11         | 20         | 492          |
| Verviers                            | 3            | 43           | 43           | 27         | 11         | 8          | 5          | 5          | 8          | 9          | 2          | 3          | 167          |
| Waremmé                             | 2            | 9            | 15           | 6          | 9          | 1          | 4          | 1          | 1          | 0          | 2          | 0          | 50           |
| <b>LIEGE</b>                        | <b>18</b>    | <b>194</b>   | <b>177</b>   | <b>115</b> | <b>70</b>  | <b>25</b>  | <b>45</b>  | <b>26</b>  | <b>32</b>  | <b>32</b>  | <b>16</b>  | <b>27</b>  | <b>777</b>   |
| Hasselt                             | 2            | 82           | 101          | 32         | 26         | 10         | 12         | 7          | 9          | 6          | 3          | 2          | 292          |
| Maaseik                             | 4            | 32           | 42           | 11         | 10         | 8          | 3          | 1          | 2          | 1          | 1          | 1          | 116          |
| Tongeren                            | 3            | 23           | 44           | 17         | 12         | 4          | 1          | 4          | 4          | 1          | 2          | 1          | 116          |
| <b>LIMBURG</b>                      | <b>9</b>     | <b>137</b>   | <b>187</b>   | <b>60</b>  | <b>48</b>  | <b>72</b>  | <b>16</b>  | <b>12</b>  | <b>15</b>  | <b>8</b>   | <b>6</b>   | <b>4</b>   | <b>524</b>   |
| Arlon                               | 0            | 4            | 5            | 5          | 5          | 1          | 0          | 2          | 1          | 2          | 0          | 0          | 25           |
| Bastogne                            | 0            | 4            | 5            | 1          | 0          | 0          | 1          | 1          | 0          | 1          | 0          | 0          | 13           |
| Marche-en-Famenne                   | 0            | 10           | 7            | 4          | 0          | 2          | 0          | 0          | 1          | 3          | 3          | 2          | 32           |
| Neufchâteau                         | 0            | 4            | 10           | 9          | 2          | 1          | 0          | 3          | 0          | 2          | 1          | 0          | 32           |
| Virton                              | 1            | 5            | 6            | 9          | 0          | 0          | 0          | 2          | 0          | 0          | 1          | 1          | 25           |
| <b>LUXEMBOURG</b>                   | <b>1</b>     | <b>27</b>    | <b>33</b>    | <b>28</b>  | <b>7</b>   | <b>4</b>   | <b>1</b>   | <b>8</b>   | <b>2</b>   | <b>8</b>   | <b>5</b>   | <b>3</b>   | <b>127</b>   |
| Dinant                              | 1            | 9            | 13           | 9          | 7          | 2          | 1          | 3          | 2          | 0          | 0          | 1          | 48           |
| Namur                               | 2            | 21           | 30           | 29         | 16         | 16         | 6          | 7          | 2          | 10         | 3          | 7          | 149          |
| Philippeville                       | 0            | 4            | 7            | 4          | 0          | 2          | 0          | 0          | 2          | 0          | 0          | 0          | 19           |
| <b>NAMUR</b>                        | <b>3</b>     | <b>34</b>    | <b>50</b>    | <b>42</b>  | <b>23</b>  | <b>20</b>  | <b>7</b>   | <b>10</b>  | <b>6</b>   | <b>10</b>  | <b>3</b>   | <b>8</b>   | <b>216</b>   |
| <b>LE ROYAUME</b>                   | <b>149</b>   | <b>1.434</b> | <b>1.941</b> | <b>962</b> | <b>647</b> | <b>394</b> | <b>351</b> | <b>269</b> | <b>220</b> | <b>205</b> | <b>118</b> | <b>214</b> | <b>6.904</b> |
| Vlaams Gewest                       | 107          | 910          | 1.216        | 496        | 368        | 218        | 171        | 129        | 101        | 98         | 58         | 79         | 3.951        |
| Région Wallonne                     | 29           | 374          | 504          | 317        | 188        | 107        | 99         | 85         | 72         | 69         | 35         | 70         | 1.949        |
| Région Bruxelloise                  | 13           | 150          | 221          | 149        | 91         | 69         | 81         | 55         | 47         | 38         | 25         | 65         | 1.004        |

# ÉVOLUTION DES MÉDECINS, PHARMACIENS, LICENCIÉS EN SCIENCE DENTAIRE ET VÉTÉRINAIRES

C.I.V. - C.T.I.

| Années | Médecine (1) |       | Pharmaciens (1) |       | Licenciés en science dentaire (1) |       | Vétérinaires (1) |       |
|--------|--------------|-------|-----------------|-------|-----------------------------------|-------|------------------|-------|
|        | N.A.         | 0/000 | N.A.            | 0/000 | N.A.                              | 0/000 | N.A.             | 0/000 |
|        | 2            | 3     | 4               | 5     | 6                                 | 7     | 8                | 9     |
| 1951   | 8.685        | 9,98  | 4.234           | 4,86  | 553                               | 0,64  | 819              | 0,94  |
| 1955   | 9.937        | 11,17 | 4.804           | 5,40  | 767                               | 0,86  | 872              | 0,98  |
| 1960   | 11.703       | 12,75 | 5.383           | 5,87  | 1.092                             | 1,19  | 1.012            | 1,10  |
| 1965   | 13.793       | 14,52 | 6.078           | 6,40  | 1.596                             | 1,68  | 1.202            | 1,27  |
| 1966   | 14.176       | 14,83 | 6.171           | 6,46  | 1.671                             | 1,75  | 1.254            | 1,31  |
| 1967   | 14.517       | 15,11 | 6.249           | 6,51  | 1.840                             | 1,92  | 1.265            | 1,32  |
| 1968   | 14.922       | 15,49 | 6.533           | 6,78  | 2.194                             | 2,28  | 1.274            | 1,32  |
| 1969   | 14.991       | 15,52 | 6.735           | 6,97  | 1.758                             | 1,82  | 1.303            | 1,35  |
| 1971   | (3) 14.887   | 15,43 | **              | **    | **                                | **    | **               | **    |
| 1972   | 15.888       | 16,33 | **              | **    | 2.087                             | 2,15  | 1.336            | 1,37  |
| 1973   | 16.478       | 16,89 | **              | **    | **                                | **    | **               | **    |
| 1974   | 17.272       | 17,65 | 6.614           | 6,76  | 2.646                             | 2,70  | 1.471            | 1,50  |
| 1975   | 18.506       | 18,86 | 7.688           | 7,83  | 2.454                             | 2,50  | 1.620            | 1,65  |
| 1976   | 19.872       | 20,23 | 7.519           | 7,65  | 2.667                             | 2,71  | 1.769            | 1,80  |
| 1977   | 20.725       | 21,07 | (4) 8.850       | 9,00  | 2.967                             | 3,02  | 1.931            | 1,96  |
| 1978   | 22.143       | 22,50 | (4) 9.187       | 9,33  | 3.183                             | 3,23  | 2.083            | 2,12  |
| 1979   | 23.415       | 23,76 | (4) 9.389       | 9,53  | 3.675                             | 3,73  | 2.275            | 2,31  |
| 1980   | 24.536       | 24,88 | (4) 9.682       | 9,82  | 4.100                             | 4,16  | 2.398            | 2,44  |
| 1981   | 25.629       | 26,01 | (4) 9.942       | 10,09 | 4.413                             | 4,48  | 2.531            | 2,55  |
| 1982   | 26.593       | 26,99 | (4) 10.177      | 10,33 | (5) 4.879                         | 4,95  | 2.754            | 2,77  |
| 1983   | 27.726       | 28,14 | (4) 10.363      | 10,52 | (5) 5.334                         | 5,41  | 2.948            | 2,99  |
| 1984   | (6) 28.828   | 29,26 | (4) 10.608      | 10,77 | (5) 5.697                         | 5,78  | 3.084            | 3,11  |
| 1985   | 29.776       | 30,21 | 10.792          | 10,95 | 6.018                             | 6,10  | 3.240            | 3,27  |
| 1986   | 30.942       | 31,38 | (4) 11.027      | 11,18 | (5) 6.241                         | 6,33  | 3.399            | 3,42  |
| 1987   | 31.718       | 32,15 | (4) 11.472      | 11,63 | (5) 6.508                         | 6,60  | 3.530            | 3,56  |
| 1988   | 32.571       | 32,98 | (4) 11.629      | 11,78 | (5) 6.739                         | 6,82  | 3.651            | 3,68  |

(1) Chiffres au 31 décembre.

(2) Population au 31 décembre.

(3) Chiffre au 2<sup>e</sup> trimestre 1971.

(4) Non compris 15 pharmaciens résidant à l'étranger pour 1977, 17 pour 1978, 15 pour 1979, 17 pour 1980, 33 pour 1981, 35 pour 1982, 45 pour 1983, 84 pour 1984, 117 pour 1986, 134 pour 1987 et 140 pour 1988.

(5) Comprend LSD + Dr LSD dont 204 atomatologues pour 1982, 197 pour 1983, 204 pour 1984, 185 pour 1986, pour 1987 et 179 pour 1988.

(6) A partir de 1984, population au 1/1.

# Les conjoints-aidants peuvent être indemnisés en cas d'incapacité de travail



*Une allocation de maternité est également prévue*

**Le Conseil des Ministres a approuvé un projet qui va dans le sens des revendications des conjoints-aidants.**

**Par contre, il ne s'est pas prononcé sur la limitation des intérêts de retard de la cotisation de modération.**

**P**our les conjoints-aidants, les choses vont très vite.

Par la réforme fiscale Maystadt, ils ont obtenu le régime fiscal qu'ils souhaitent et vendredi dernier, le Conseil des Ministres a approuvé un projet de loi élaboré par les Ministres Wathelet, Mainil et Dupré, organisant leur statut social.

On se rappellera que la revendication des associations de conjoints-aidants visait à obtenir la possibilité et non l'obligation (la nuance est essentielle !) de cotiser pour obtenir une couverture sociale.

Rappelons que les conjoints bénéficient déjà du régime soins de santé et du régime pension de survie.

Accorder ainsi la possibilité aux conjoints-aidants de s'affilier au statut social secteur incapacité de travail et de payer des cotisations sur base volontaire va dans le sens d'une directive du Conseil de la Communauté européenne du 11 décembre 86 « en application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante, ainsi que d'une protection de la maternité ».

En effet, il faut noter que dans la foulée de cette modification du statut social favorable aux conjoints-aidants, le Ministre et les Secrétaires d'Etat aux Classes moyennes ont également proposé l'instauration d'une allocation de maternité pour ces femmes indépendantes et pour ces conjoints-aidants.

Enfin, le texte prévoit une amélioration ou une stimulation du régime de la pension libre complémentaire,

en fait, par la possibilité désormais de se constituer une pension de survie complémentaire en faveur de l'époux survivant.

Voilà quelques aménagements intéressants du statut social des indépendants.

Mais il faudra regretter qu'au cours du même Conseil des Ministres, aucune décision n'ait encore été prise quant à la proposition de MM. Wathelet, Mainil et Dupré, visant à limiter à trois ans les intérêts de retard réclamés lors de la régularisation de la cotisation de modération et de la cotisation de consolidation.

Nous ne reviendrons pas en détail sur ce point.

Nous l'avons explicité largement dans ces colonnes.

Chacun de toute façon se souvient clairement de l'émotion qu'ont exprimée de très nombreux indépendants il y a un mois, lorsqu'ils ont reçu les avis de régularisation de la cotisation de modération 1984.

Les intérêts portés en compte étaient importants et calculés sur cinq ans alors qu'il n'aurait fallu normalement que trois ans à l'administration concernée pour recevoir les données chiffrées nécessaires au calcul de la cotisation définitive.

Le projet de loi proposé par MM. Wathelet, Mainil et Dupré visait donc bien à limiter à trois ans le calcul de ces intérêts de retard.

Le Gouvernement n'en a pas voulu, en tout cas dans l'immédiat.

## Le conjoint-aidant : le mécanisme

Quel sera le mécanisme de l'affiliation des conjoints-aidants au statut social des travailleurs indépendants ?

Il y aura donc possibilité d'assujettissement volontaire, pour une épouse ou un époux d'assujetti, au régime de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnisés.

Les modalités restent à fixer par arrêté royal mais on s'oriente vers une cotisation de près de 0,5 % du revenu professionnel indépendant du ménage avant attribution fiscale au conjoint-aidant.

Lorsqu'il cotisera ainsi au statut social, le conjoint-aidant aura droit :

- à une indemnité en cas d'incapacité primaire de travail : 472 F/jour en incapacité primaire, 553 F en invalidité ;
- à une allocation de maternité, ce droit étant aussi désormais ouvert à toute travailleuse indépendante.

Cette allocation consistera en une indemnité forfaitaire de 30.000 F soit un peu plus de 2 mois d'incapacité au taux de l'incapacité primaire.

Ceci, répétons-le, correspond totalement à la demande exprimée par les associations de conjoints-aidants et relayée dès l'origine par l'UCM.

C'est une très belle victoire.

C'est aussi une mesure socialement indispensable et élémentaire que le Gouvernement devait prendre.

Encore fallait-il que les ministres responsables l'y incitent.

C'est ce qui a été fait.

## Des modifications à l'incapacité de travail

Notons que, dans la foulée, le Conseil des Ministres a approuvé

des projets d'arrêtés royaux modifiant légèrement les précédentes dispositions concernant l'assurance incapacité de travail des travailleurs indépendants.

Ces mesures vont dans le même sens que ce qui est prévu actuellement concernant les travailleurs salariés.

Il s'agit de remplacer le bon de cotisation trimestriel de mutuelle par un bon de cotisation annuel assorti d'un droit annuel et d'assurer les conditions dans lesquelles un travailleur indépendant peut

prouver, même lorsqu'il ne dispose pas de son bon de cotisation annuel, le fait qu'il réunit bien les conditions d'assurabilité requises.

Enfin, un dernier projet a pour but de donner la possibilité à l'indépendant qui souffre d'une incapacité de

travail, le droit de reprendre pendant six mois, partiellement, son activité antérieure d'indépendant avec l'accord du médecin-conseil, en vue de son reclassement.

Pendant cette période, le cumul avec l'indemnité sera autorisé.

Ce sont là quelques aménagements de détail qu'il fallait signaler.

Dressons donc le bilan de ce récent Conseil des Ministres : une excellente nouvelle pour le conjoint-aidant, une nouvelle tentative de dynamiser un régime d'assurance libre complémentaire, des mesures essentiellement techniques pour l'incapacité de travail dans le régime des travailleurs indépendants et enfin, une déception en matière d'intérêts de retard liés à la cotisation de modération.

Lu dans : « LA VOIX DE L'UNION — n°23 — 10 juin '89 »

## **En 6 ans, les revenus des indépendants n'ont pas augmenté, au contraire**

**L'index les a largués. Leur pouvoir d'achat a chuté**

**D'**année en année, l'UCM met sur la table des chiffres incontestables. Il s'agit des revenus professionnels annuels imposables moyens des travailleurs indépendants fournis par l'INASTI. Ce sont ceux qui servent de base au calcul des cotisations au statut social des indépendants. Ce sont donc des chiffres sérieux et tout ce qu'il y a de plus officiels. En outre, les sources de comparaison ne manquent pas puisque nous publions également les rémunérations annuelles brutes moyennes des travailleurs salariés, avec comme source les comptes individuels des travailleurs salariés, disponibles à la CGER. Et d'année en année, il nous faut bien répéter le même message : les revenus des indépendants globalement n'augmentent pas ou, s'ils le font accidentellement d'une année à l'autre, c'est toujours malgré tout en accusant une baisse du pouvoir d'achat et, sur une longue période, en montrant une véritable stagnation.

Les tableaux que nous présentons aujourd'hui prennent comme référence le revenu de 1980. C'est la base 100. On constate que, pour les industriels et les artisans indépendants, de 80 à 86, on a chuté de cette base 100 à 96. Dans le commerce on est passé de 100 à 98 ; dans les professions libérales, de 100 à 100, mais en chutant, certaines années. Enfin, les services passent de 100 à 99. Dans tous les cas, il y a eu un creux de la vague très marqué en 1983. Les optimistes béats diront qu'il y a depuis 83 une légère reprise des revenus des indépendants.

C'est une façon de voir les choses, mais constater qu'en six ans, globalement, il n'y a eu aucune augmentation et même une légère diminution, c'est suffisamment dire. Surtout lorsqu'on compare à la situation des ouvriers qui sont passés d'une base 100 à 130 et les employés de 100 à 154, avec, pour les employés masculins, une augmentation très considérable : de 100 en 1980 à 172 en 1986. On se demande même à la lecture de ces chiffres où sont passés les éventuels sauts d'index, pourtant déjà bien réels à cette époque-là. Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas eu par ailleurs rattrapage, entre autres, par des accords en commissions paritaires.

Pour éclairer encore davantage notre propos, nous avons fait des calculs sur base de l'évolution de l'index. Celui-ci était en 1980 au niveau 147,09 ; en décembre 1986, il était à 203,11. Cela veut dire que si les revenus des indépendants avaient suivi cette évolution, pour un industriel ou un artisan, ils seraient passés de 605.505 F en 1980 à 836.115 F en 1986, au lieu de 581.451 F réellement enregistrés.

La marge est gigantesque. Pour les commerces, on serait passé de 432.224 F à 596.838 F au lieu de 425.166. Pour les professions libérales, de 883.930 F à 1.220.579 F au lieu de 887.697 F. Et dans les services, on serait passé de 340.252 F à 469.838 F, au lieu de 338.386 F. Comptez donc ce que cela représente en termes de pertes sèches et de perte de pouvoir d'achat surtout. Il y a de quoi vous dégoûter d'entreprendre.

|   | <b>Industrie<br/>Artisanat</b> | <b>Commerce</b> | <b>Professions<br/>libérales</b> | <b>Services</b> |
|---|--------------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|
| Ce qu'aurait été 1986 si les revenus 1980 avaient suivi l'index | 836.115                        | 596.838         | 1.220.579                        | 469.838         |
| La réalité de 1986  | 581.451                        | 425.166         | 887.697                          | 338.386         |

Pour en revenir aux éventuels optimistes béats qui disent « oui, mais il y a une reprise depuis 1986 », on doit constater que celle-ci est bien timide. En faisant le même calcul sur l'évolution réelle de l'index entre 85 et 86, on constate que les indépendants auraient dû, sur base de leurs revenus 85, toucher en 86, pour les industriels et artisans 579.467 F au lieu de 581.451 F, soit donc une légère augmentation, effectivement. Par contre, les commerçants, eux, auraient été lotis à meilleure enseigne s'ils avaient bénéficié de l'augmentation correspondant à l'index puisqu'ils auraient eu 430.314 F au lieu de 425.166 F. Pour les professions libérales, l'augmentation est réelle, 887.697 F au lieu de 871.904 F. Pour les services également, on constate une augmentation : 338.386 F au lieu de 334.358 F.

|   | <b>Industrie<br/>Artisanat</b> | <b>Commerce</b> | <b>Professions<br/>libérales</b> | <b>Services</b> |
|---|--------------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|
| Ce qu'aurait été 1986 si 1985 avait suivi l'index | 579.467                        | 430.314         | 871.904                          | 334.358         |
| La réalité de 1986                                | 581.451                        | 425.166         | 887.697                          | 338.386         |

Légère reprise donc en 1986, mais ce n'est qu'une goutte d'eau et qu'une légère vague porteuse au milieu d'un ensemble plutôt calamiteux. Si évidemment cette tendance pouvait se confirmer, ce serait en soi positif mais en aucun cas on ne croit malheureusement à une augmentation telle qu'elle puisse faire rattraper tout le temps perdu entre 1980 et 1985. Si l'on ajoute à cela qu'à partir de cette année, pour un certain nombre d'indépendants, les compensations de la réforme fiscale vont jouer, et surtout le brutage des cotisations sociales va se faire sentir très cruellement, les perspectives, reconnaissons-le, ne sont guère réjouissantes. Et l'on est obligé d'affirmer une nouvelle fois, à la lumière de ces chiffres, répétons-le, officiels et incontestables, que les indépendants d'une manière générale sont très, très nettement défavorisés par rapport aux autres catégories socio-professionnelles.

## Rémunérations annuelles brutes moyennes des travailleurs salariés (\*)

| Année | Ouvriers |     |         |     |         |     |
|-------|----------|-----|---------|-----|---------|-----|
|       | Hommes   |     | Femmes  |     | Total   |     |
| 1980  | 336.433  | 100 | 191.799 | 100 | 298.495 | 100 |
| 1981  | 360.072  | 107 | 207.530 | 108 | 319.230 | 107 |
| 1982  | 368.379  | 109 | 225.127 | 117 | 342.618 | 115 |
| 1983  | 404.098  | 120 | 235.221 | 123 | 358.102 | 120 |
| 1984  | 427.131  | 127 | 247.269 | 129 | 378.354 | 127 |
| 1985  | 437.353  | 130 | 250.040 | 130 | 386.823 | 130 |
| 1986  | 440.476  | 131 | 248.297 | 129 | 388.031 | 130 |

| Année | Employés |     |         |     |         |     |
|-------|----------|-----|---------|-----|---------|-----|
|       | Hommes   |     | Femmes  |     | Total   |     |
| 1980  | 480.671  | 100 | 318.332 | 100 | 404.463 | 100 |
| 1981  | 568.274  | 118 | 351.473 | 110 | 466.130 | 115 |
| 1982  | 676.085  | 141 | 377.791 | 119 | 534.471 | 132 |
| 1983  | 757.122  | 158 | 393.818 | 124 | 582.765 | 144 |
| 1984  | 792.672  | 165 | 409.065 | 129 | 605.277 | 150 |
| 1985  | 813.074  | 169 | 417.422 | 131 | 616.952 | 153 |
| 1986  | 828.482  | 172 | 422.094 | 132 | 623.956 | 154 |

| Année | Total travailleurs salariés |     |         |     |         |     |
|-------|-----------------------------|-----|---------|-----|---------|-----|
|       | Hommes                      |     | Femmes  |     | Total   |     |
| 1980  | 388.682                     | 100 | 265.903 | 100 | 345.255 | 100 |
| 1981  | 438.350                     | 113 | 293.148 | 110 | 386.041 | 112 |
| 1982  | 497.833                     | 128 | 316.620 | 119 | 431.502 | 125 |
| 1983  | 540.025                     | 139 | 331.871 | 125 | 463.608 | 134 |
| 1984  | 569.922                     | 147 | 347.904 | 131 | 486.681 | 141 |
| 1985  | 584.674                     | 150 | 355.800 | 134 | 497.960 | 144 |
| 1986  | 593.592                     | 153 | 359.118 | 135 | 503.229 | 146 |

(\*) Source : C.G.E.R. - comptes individuels des travailleurs salariés.

## Revenus professionnels annuels imposables moyens des travailleurs indépendants (\*\*)

(toutes catégories d'assujettis)

| Année | Ind.-Artisanat |         | Commerce |         | Prof. libérales |         | Services |         |
|-------|----------------|---------|----------|---------|-----------------|---------|----------|---------|
|       | 1980           | 605.505 | 100      | 432.224 | 100             | 883.930 | 100      | 340.252 |
| 1981  | 571.829        | 94      | 420.910  | 97      | 844.353         | 95      | 329.846  | 97      |
| 1982  | 566.648        | 94      | 426.108  | 99      | 846.388         | 96      | 321.875  | 95      |
| 1983  | 544.659        | 90      | 407.540  | 94      | 842.095         | 95      | 320.021  | 94      |
| 1984  | 575.985        | 95      | 426.651  | 99      | 866.098         | 98      | 334.809  | 98      |
| 1985  | 576.072        | 95      | 427.793  | 99      | 866.796         | 98      | 332.399  | 97      |
| 1986  | 581.451        | 96      | 425.166  | 98      | 887.697         | 100     | 338.386  | 99      |

(\*\*) Source : I.N.A.S.T.I. : revenus professionnels servant de base au calcul des cotisations au statut social des indépendants. Pour 1986, le tableau tient compte des données provisoires recueillies par l'I.N.A.S.T.I.

# Faudra-t-il bientôt être riche pour être bien portant ?

**Les médecins, les dentistes, les pharmaciens, les kinésithérapeutes et les infirmiers unanimement inquiets de la tournure des événements en matière de soins de santé.**

**M**ieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade. Ce proverbe typique d'un certain humour noir va-t-il devenir l'expression d'une réalité concrète ?

C'est ce que craignent les représentants des différents métiers du secteur de soins de santé.

C'est en tout cas ce qu'ont exprimé ceux des provinces de Liège et Luxembourg réunies (médecins, pharmaciens, dentistes, kinésithérapeutes, infirmiers).

Tous sont d'accord : les tables rondes régionales organisées par le Ministre Busquin, comme d'ailleurs auparavant la table ronde nationale, ne les ont en rien satisfaits.

Tout au plus ont-elles permis de réaffirmer certains principes.

Mais, il semble que sur le fond, l'intention de tenir compte des remarques essentielles des représentants de ces secteurs professionnels n'existe pas réellement et qu'on ait affaire à un véritable conflit d'idées entre les praticiens, d'une part, et des administratifs, d'autre part.

Ceux-ci élaborent, pour le Ministre Busquin, une sorte de cadre théorique pour une évolution de la médecine et des soins de santé en général qui pourrait être, selon les représentants du secteur, proprement catastrophique ou, en tout cas, qui constituerait une régression réelle par rapport au niveau actuel des soins de santé en Belgique.

Détaillé par le menu tout ce qui a été discuté au cours de ces tables rondes, serait évidemment très long.

Contentons-nous de retracer certaines grandes lignes.

Point de vue financement d'abord, tous les partenaires et c'est peut-être le seul point sur lequel ils ont été d'accord à l'unanimité, ont relevé le caractère limité des moyens qui, dans certains domaines sont arrivés à des niveaux totalement incompréhensibles.

Mais dès qu'on a abordé des problèmes spécifiques comme les accords et conventions par exemple, des divergences se sont fait jour.

En matière de ticket modérateur, la conception d'un ticket raisonnable, donc non dissuasif, a été largement admise mais certains ont défendu la conception d'honoraires forfaitaires et de systèmes d'enveloppes liées à des ensembles de prestations pour une affection précise, par exemple un forfait déterminé pour les soins d'une fracture de la jambe, d'une appendicite, etc.

Une technique que les médecins réprouvent complètement sur base de l'expérience française qu'ils affirment catastrophique car, si on prétend que ce système d'enveloppes doit permettre de limiter la surconsommation, il risque surtout d'aboutir à une sous-consommation dangereuse pour les malades.

En effet, dans les cas de complications liées à une affection, l'enveloppe n'est pas revue.

Dès lors, il y aurait une tentative, pour les hôpitaux et les praticiens, de limiter au maximum les « extras » par rapport aux prestations types prévues dans une enveloppe. Ce qui pourrait donc amener à une sous-consommation médicale et des dangers réels pour la santé des patients.

C'est un exemple de divergence de conceptions mais il y a bien sûr d'autres domaines où on a mis le doigt sur des éléments beaucoup plus sensibles.

Sans toucher directement aux problèmes de la gestion des mutuelles, la Chambre syndicale des Médecins de Liège/Luxembourg a, par exemple, proposé une facturation directe des frais hospitaliers à l'Inami sans passer par l'intermédiaire des mutuelles.

Selon elle, en effet, cette facturation directe à l'Inami entraînerait des

frais administratifs de 100 millions de francs contre 10 milliards actuellement par les mutuelles pour une moyenne de 160 milliards de facturation.

Nous reviendrons prochainement sur cette proposition en décrivant plus en détail le circuit actuel et celui proposé par les médecins.

La question du numerus clausus pour l'accès aux différentes professions a également été évoquée.

Elle devient cruciale pour les médecins qui craignent de voir s'installer trop de spécialistes qui, demain, seront obligés de se constituer une clientèle privée qu'ils ne pourront servir qu'avec des moyens limités.

Il est grave aussi pour les kinésithérapeutes.

Et tous ceux qui abordent ce sujet souhaitent non pas se livrer à un protectionnisme pur et dur de leur profession mais bien éviter simplement que trop de jeunes s'installent, aient trop peu de clients et soient donc dans l'incapacité d'entretenir suffisamment leurs connaissances professionnelles pour assurer des garanties maximales à leurs patients, sans compter bien sûr le problème de se constituer un revenu décent.

On pourrait multiplier encore la liste des sujets qui ont été abordés. Mettons encore l'accent sur un élément qui situe bien les différences de conceptions : en matière de formation, les professionnels des secteurs de soins de santé sont d'accord pour le nécessaire recyclage, ou plus exactement pour la formation continuée.

Quant à admettre une « redéfinition des fonctions » proposées par le Ministre Busquin et ses adjoints, il y a une marge qu'ils ne veulent évidemment pas franchir.

Et puis, on arrive au point le plus sensible : c'est la volonté du Ministre Busquin de procéder à un rationnement des soins et des techniques de diagnostics mises à la disposition des patients.

Rationner quand le Ministre déclare lui-même qu'il a réussi à mettre l'Inami en boni de 8 mil-

liards, cela fait déjà grincer bien des dents, mais en plus rationner en nuisant à la qualité des soins, cela devient une absurdité.

Les médecins insistent sur le fait qu'en Belgique, on dispose d'une médecine de qualité, probablement une des meilleurs du monde et une des moins coûteuses.

Il faut savoir que globalement les dépenses liées à la santé représentent un peu plus de 6 % du produit national brut en Belgique, ce qui est parmi les plus basses moyennes européennes (la France, par exemple, est à 8,5 %).

Et pour illustrer l'absurdité des mesures prises actuellement, les médecins, les dentistes, les pharmaciens, les kinésithérapeutes et les infirmiers ont critiqué les limitations mises au remboursement de certains médicaments en dénonçant tout un esprit.

*« On s'attaque, disent-ils, à des médicaments sans raison autre qu'économique, sans aucune justification liée à leur efficacité.*

*On admet donc qu'un médicament bon et nécessaire pour certains patients ne soit plus remboursé.*

*Monsieur Busquin — disent encore les médecins — a voulu améliorer le*

*remboursement des prestations et des médicaments liés à des cas de maladies rares et graves, mais n'est-ce pas un marché de dupes ?*

*On prétendra financer l'augmentation du remboursement de médicaments par essence rares puisque liés à des maladies rares, par la suppression du remboursement de médicaments très largement consommés.*

*Il n'y a aucune mesure entre l'économie réalisée et le besoin de financement. »*

Et l'ensemble des interlocuteurs des secteurs de soins de santé de s'écrier avec indignation qu'un Ministre qui prône le retour du cœur est en train de mettre en place un système de médecine accessible aux riches.

Le représentant des pharmaciens a d'ailleurs précisé qu'il revoyait une attitude qu'il ne connaissait plus depuis vingt ans : celle de patients venant avec une ordonnance et choisissant les médicaments sur cette ordonnance pour ne pas prendre les plus coûteux, sans aucune conscience du fait que ce sont peut-être parfois ceux qui sont les plus indispensables au rétablissement de leur santé.

Et ce qui, à titre personnel, nous a le plus frappé dans l'argumentation des professionnels des secteurs des soins de santé, c'est qu'on a l'impression que tout le monde prétend rechercher le même but, c'est-à-dire une médecine de qualité accessible à tous.

On pressent qu'à priori ce sont les professionnels qui sont les mieux armés pour déterminer les conditions de viabilité d'une telle médecine et que ce sont, en fait, des administratifs qui, sans tenir compte de leur avis, leur imposent des réformes qui manifestement vont dans le mauvais sens.

En tout cas, les professionnels du terrain tirent la sonnette d'alarme en regrettant amèrement qu'on prenne prétexte de quelques abus manifestes au niveau par exemple des laboratoires privés de biologie médicale ou certains services hospitaliers universitaires, pour généraliser l'hypothèse de la surconsommation médicale et prendre, à ce titre, des mesures qui pourraient condamner, à moyen terme, la qualité renommée de la médecine et des soins de santé en Belgique.

Vincent Gernay.

Lu dans : « LA VOIX DE L'UNION »

SOCIÉTÉ  
FRANCOPHONE  
BELGE DE  
MÉDECINE  
DENTAIRE a.s.b.l.

## PROGRAMME SCIENTIFIQUE 1989

- ➔ • Vendredi 20 & Samedi 21 octobre 1989 — Bruxelles  
**COURS**  
« Prothèse parodontale »  
Orateurs :  
— Prof. Per-Olof Glantz — Ecole Dentaire/Malmö, Suède  
— Dr Sture Nyman — Ecole de Médecine Dentaire/Service Ponts et Couronnes/Bern, Suisse
- Cours pratiques « PARODONTOLOGIE POUR OMNIPRATICIENS »
- ➔ — Samedi 28 octobre '89 — THÉORIE.
- ➔ — Samedi 18 novembre '89 — TRAVAUX PRATIQUES.
- ➔ • Samedi 25 novembre '89 — Bruxelles — Cours  
« LA DENTISTERIE RESTAURATRICE »
- ➔ • 2 décembre 1989 — Bruxelles — Tables cliniques

